



Comité de l'agriculture

**SUBVENTIONS À L'EXPORTATION, CRÉDITS À L'EXPORTATION, GARANTIES
DE CRÉDIT À L'EXPORTATION OU PROGRAMMES D'ASSURANCE, AIDE
ALIMENTAIRE INTERNATIONALE ET ENTREPRISES COMMERCIALES
D'ÉTAT EXPORTATRICES DE PRODUITS AGRICOLES**

DOCUMENT DE BASE DU SECRÉTARIAT¹

Révision

1. Dans la Déclaration ministérielle sur la concurrence à l'exportation (document WT/MIN(13)/40-WT/L/915) adoptée par les Ministres le 7 décembre 2013 à la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC à Bali (la "Déclaration de Bali"), il est indiqué, entre autres choses:

"10. Par conséquent, nous nous engageons à renforcer la transparence et à améliorer la surveillance en ce qui concerne toutes les formes de subventions à l'exportation et toutes les mesures à l'exportation d'effet équivalent, afin de soutenir le processus de réforme.

11. Nous convenons par conséquent de tenir chaque année des discussions spécifiques au Comité de l'agriculture pour examiner l'évolution de la situation dans le domaine de la concurrence à l'exportation. Ce processus d'examen donnera aux Membres l'occasion de soulever toute question se rapportant au pilier concurrence à l'exportation, aux fins de la réalisation de l'objectif final fixé dans la Déclaration ministérielle de Hong Kong de 2005.

12. Ce processus d'examen sera entrepris sur la base des notifications communiquées en temps voulu au titre des dispositions pertinentes de l'Accord sur l'agriculture et des décisions connexes, complétées par des renseignements compilés par le Secrétariat de l'OMC, conformément à la pratique suivie en 2013², sur la base des réponses des Membres à un questionnaire, comme illustré à l'annexe."

2. Les première et deuxième discussions spécifiques annuelles ont eu lieu dans le cadre des réunions ordinaires du Comité de l'agriculture du 5 juin 2014 et du 4 juin 2015, respectivement.³

3. Ces discussions spécifiques étaient basées sur un document d'information du Secrétariat⁴ consistant en une compilation de renseignements provenant des notifications pertinentes des

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC. Il a été établi à titre d'information seulement et n'entend pas donner une interprétation faisant autorité ni une interprétation juridique officielle des dispositions des Accords de l'OMC en général ou en rapport avec une quelconque entité ou mesure spécifique dont il est fait mention dans le présent document.

² TN/AG/S/27 et TN/AG/S/27/Rev.1.

³ Voir les rapports résumés publiés sous couvert du document G/AG/R/75 et du document G/AG/R/78.

⁴ Documents G/AG/W/125, G/AG/W/125/Rev.1, G/AG/W/125/Rev.2 et G/AG/W/125/Rev.3 et leurs addenda. Ces documents ont été actualisés après les réunions afin d'inclure les renseignements additionnels communiqués par les Membres.

Membres et de leurs réponses à un questionnaire sur la concurrence à l'exportation distribué par la Présidente du Comité de l'agriculture.⁵

4. Dans la Décision ministérielle sur la concurrence à l'exportation (document WT/MIN(15)/45-WT/L/980) adoptée par les Ministres le 19 décembre 2015 à la dixième Conférence ministérielle de l'OMC à Nairobi (la "Décision de Nairobi"), il est indiqué, entre autres choses:

"4. Le Comité de l'agriculture surveillera la mise en œuvre de la présente décision par les Membres conformément aux prescriptions existantes en matière de notification prévues dans l'Accord sur l'agriculture, complétées par les dispositions énoncées dans l'annexe de la présente décision."

5. Dans l'annexe de la Décision de Nairobi, il est indiqué que, conformément à la Déclaration de Bali, les Membres devront continuer à fournir des renseignements sur les subventions à l'exportation, les crédits à l'exportation, les garanties de crédits à l'exportation ou programmes d'assurance, l'aide alimentaire internationale et les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles dans le cadre d'un processus d'examen annuel reposant sur la structure prévue dans ladite annexe.

6. Par ailleurs, la note de bas de page 17 de la Décision de Nairobi prévoit que "[n]onobstant le paragraphe 4 de la présente décision, les pays en développement Membres, à moins d'être en mesure de le faire à une date antérieure, appliqueront cette annexe au plus tard cinq ans après la date d'adoption de la présente décision".

7. Sur la base de ces éléments, le 20 janvier 2016 le Président du Comité de l'agriculture a distribué un questionnaire, conformément aux dispositions de l'annexe de la Décision de Nairobi, en vue du processus d'examen annuel auquel il est fait référence dans cette annexe.

8. La troisième discussion spécifique annuelle a eu lieu dans le cadre de la réunion ordinaire du Comité de l'agriculture du 7 juin 2016, sur la base du document de base du Secrétariat portant la cote G/AG/W/125/Rev.4 et de ses quatre addenda, qui en font partie intégrante. Ce document a été distribué le 11 mai 2016.

9. Pour conclure ce troisième processus d'examen annuel, le Secrétariat a distribué une version mise à jour (document G/AG/W/125/Rev.5 et ses quatre addenda) intégrant les renseignements et réponses supplémentaires reçues des Membres au 1^{er} juillet 2016.

10. Le 31 octobre 2016, le Président du Comité de l'agriculture a distribué un questionnaire, conformément aux dispositions de l'annexe de la Décision de Nairobi, en vue du processus d'examen annuel auquel il est fait référence dans cette annexe. Ce processus d'examen aura lieu lors de la réunion ordinaire du Comité de l'agriculture en juin 2017.

11. Conformément à la pratique prévue dans la Déclaration de Bali, le présent document et ses quatre addenda actualisent le document G/AG/W/125/Rev.5 grâce à l'ajout des réponses au questionnaire distribué le 31 octobre 2016, aux renseignements pertinents issus des notifications sous la forme des tableaux ES:1 et ES:3 et aux notifications au Groupe de travail des entreprises commerciales d'État reçues par le Secrétariat au 5 mai 2017.

12. Les Membres ci-après ont répondu au questionnaire distribué le 31 octobre: Argentine; Australie; Canada; Chili; Colombie; Équateur; États-Unis; Fédération de Russie; Fidji; Honduras; Hong Kong, Chine; Islande; Israël; Japon; Liechtenstein; Macao, Chine; Malaisie; Maurice; Norvège; Nouvelle-Zélande; Panama; Pérou; Philippines; Seychelles; Singapour; Suisse; Taipei chinois; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Turquie; Ukraine; Union européenne; et Uruguay.

13. Le présent document, lu conjointement avec ses addenda, comprend quatre parties⁶, qui correspondent aux quatre domaines couverts par le questionnaire, c'est-à-dire:

⁵ Les questionnaires distribués le 10 février 2014 et le 26 novembre 2014 correspondaient aux Éléments pour l'amélioration de la transparence concernant la concurrence à l'exportation figurant dans l'Annexe à la Déclaration de Bali.

- a. Partie A: subventions à l'exportation (voir l'addendum G/AG/W/125/Rev.6/Add.1 également);
- b. Partie B: crédits à l'exportation, garanties de crédit à l'exportation et programmes d'assurance (voir l'addendum G/AG/W/125/Rev.6/Add.2 également);
- c. Partie C: aide alimentaire internationale (voir l'addendum G/AG/W/125/Rev.6/Add.3 également); et
- d. Partie D: entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles (voir l'addendum G/AG/W/125/Rev.6/Add.4 également).

14. Dans les parties A à D du présent document, il est expliqué comment les données communiquées par les Membres ont été recueillies et compilées dans les addenda correspondants. On y trouvera également un certain nombre de tableaux et de graphiques récapitulatifs connexes. La partie A contient aussi des renseignements actualisés concernant les engagements des Membres en matière de subventions à l'exportation.

⁶ La partie E qui était incluse dans les documents précédents a été supprimée car elle correspondait à une demande de renseignements qui ne figure plus dans le questionnaire résultant de la Décision de Nairobi.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE A – SUBVENTIONS À L'EXPORTATION	6
PARTIE B – CRÉDITS À L'EXPORTATION, GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION OU PROGRAMMES D'ASSURANCE	30
PARTIE C – AIDE ALIMENTAIRE INTERNATIONALE	31
PARTIE D – ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT EXPORTATRICES DE PRODUITS AGRICOLES.....	33

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 – Groupes de produits.....	8
Tableau 2 – Nombre d'engagements de réduction des subventions à l'exportation par produit, par Membre.....	9
Tableau 3 – Nombre d'entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles, par Membre	34
Tableau 4 – Distribution des entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles, par groupe de produits.....	35

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Australie.....	11
Graphique 2: Canada	11
Graphique 3: Colombie	12
Graphique 4: Union européenne	12
Graphique 5: Islande.....	13
Graphique 6: Israël	13
Graphique 7: Mexique	14
Graphique 8: Norvège	14
Graphique 9: Afrique du Sud	15
Graphique 10: Suisse-Liechtenstein.....	15
Graphique 11: Turquie.....	16
Graphique 12: États-Unis d'Amérique	16
Graphique 13: Venezuela, République bolivarienne du	17
Graphique 14: Catégorie 1 – Blé et farine de blé.....	18
Graphique 15: Catégorie 2 – Céréales secondaires.....	19
Graphique 16: Catégorie 3 – Riz	19
Graphique 17: Catégorie 4 – Graines oléagineuses.....	20
Graphique 18: Catégorie 5 – Huiles végétales.....	20
Graphique 19: Catégorie 6 – Tourteaux	21
Graphique 20: Catégorie 7 – Sucre	21
Graphique 21: Catégorie 8 – Beurre et huile de beurre	22
Graphique 22: Catégorie 9 – Lait écrémé en poudre.....	22

Graphique 23: Catégorie 10 – Fromages	23
Graphique 24: Catégorie 11 – Autres produits laitiers	23
Graphique 25: Catégorie 12 – Viande bovine	24
Graphique 26: Catégorie 13 – Viande porcine	24
Graphique 27: Catégorie 14 – Viande de volaille	25
Graphique 28: Catégorie 15 – Viande ovine.....	25
Graphique 29: Catégorie 16 – Animaux vivants	26
Graphique 30: Catégorie 17 – Œufs	26
Graphique 31: Catégorie 18 – Vin	27
Graphique 32: Catégorie 20 (comprend 19) – Fruits et légumes	27
Graphique 33: Catégorie 21 – Tabac	28
Graphique 34: Catégorie 22 – Coton	28
Graphique 35: Catégorie 23 – Produits incorporés.....	29
Graphique 36: Catégorie 24 – Autres produits agricoles.....	29

PARTIE A – SUBVENTIONS À L'EXPORTATION

15. La présente partie concerne les renseignements contenus dans le document G/AG/W/125/Rev.6/Add.1 sur l'utilisation des subventions à l'exportation par les Membres ayant des engagements de réduction de ces subventions.

16. Le document G/AG/W/126/Rev.6/Add.1 actualise le document G/AG/W/125/Rev.5/Add.1. Il y incorpore les renseignements issus des notifications présentées sous la forme du tableau ES:1, ainsi que les réponses des Membres à la première section du questionnaire sur les modifications opérationnelles des subventions à l'exportation, jusqu'au 5 mai 2017. Compte tenu de l'absence de réponse au questionnaire ou de nouvelle notification présentée par un Membre, les renseignements contenus dans le document G/AG/W/125/Rev.5/Add.1 restent inchangés.

17. Les renseignements fournis par les Membres au moment de l'adoption de la Décision ministérielle de Nairobi sur la concurrence à l'exportation au sujet des engagements de réduction des subventions à l'exportation, tant en ce qui concerne les engagements en matière de dépenses budgétaires qu'en matière de quantités, figurent dans la section I de la partie A des documents TN/AG/S/27/Rev.1 et TN/AG/S/27/Rev.1/Add.1. Des renseignements actualisés concernant les engagements en matière de subventions à l'exportation pris par les Membres au titre de la Décision ministérielle sur la concurrence à l'exportation sont disponibles dans le paragraphe 27 ci-après.

18. Comme c'était le cas dans le document G/AG/W/125/Rev.5/Add.1 et dans des documents antérieurs similaires, le document G/AG/W/125/Rev.6/Add.1 ne comprend pas les données correspondant aux subventions à l'exportation accordées par les pays en développement Membres notifiées au titre de l'article 9:4 de l'Accord sur l'agriculture (tableau explicatif ES:2)⁷, pas plus que les réponses au questionnaire dans lesquelles les Membres n'ayant pas d'engagements de réduction des subventions à l'exportation confirmaient l'absence de telles subventions.

19. Les dépenses budgétaires et les quantités afférentes aux subventions à l'exportation notifiées par les Membres⁸ sont présentées dans deux tableaux distincts. Le symbole "n.r." indique que les produits concernés n'étaient pas soumis à des prescriptions en matière de notifications pendant l'année en question (soit parce que le pays concerné n'était pas Membre, soit parce que le type d'engagement – dépenses budgétaires ou quantités – ne s'appliquait pas). Un blanc indique qu'aucune notification n'a été reçue pendant l'année en question.

20. Les intitulés des colonnes sont les suivants:

RÉF.	le dernier chiffre ou les deux derniers chiffres du numéro de référence (subvention à l'exportation ID – XSID) utilisé dans le fichier des listes tarifaires consolidées (LTC) pour identifier chaque engagement de réduction des subventions à l'exportation;
PRODUIT	le produit ou groupe de produits indiqué dans les listes des Membres (parfois sous forme abrégée) ⁹ ;
UNITÉ	la monnaie/l'unité de mesure utilisées pour les engagements de réduction et, en dessous, le symbole du pourcentage (en italique); et
1995 ... 2016	pour chaque année: <ul style="list-style-type: none"> - les dépenses budgétaires ou les quantités notifiées; et - la part résultante de l'engagement annuel correspondant du Membre pour l'année en question, exprimée en pourcentage (en italique).

21. Les niveaux d'engagement annuels des Membres utilisés pour calculer les parts sont ceux indiqués dans la section I de la partie A des documents TN/AG/S/27/Rev.1 et TN/AG/S/27/Rev.1/Add.1.

⁷ Il s'agit des Membres suivants: Barbade; Corée, République de; Inde; Maroc; Maurice; Mexique; Pakistan; Sri Lanka; Thaïlande; et Tunisie.

⁸ Ou communiquées dans la réponse au questionnaire pour 2015, dans le cas du Canada.

⁹ En langue originale seulement.

22. Pour chaque Membre, le type d'année (à savoir l'année civile, l'exercice financier ou la campagne de commercialisation) utilisé est indiqué dans le titre; des précisions sont parfois données dans une note figurant au bas du tableau pertinent.

23. L'Australie, le Canada, la Colombie, Israël, la Suisse et la Turquie ont aussi fourni dans leurs réponses à la première section du questionnaire des renseignements additionnels qui ont été ajoutés avant les tableaux pertinents.

RENSEIGNEMENTS RÉCAPITULATIFS SUR LES ENGAGEMENTS DES MEMBRES EN MATIÈRE DE SUBVENTIONS À L'EXPORTATION

24. Sur les 164 Membres de l'OMC, 25 avaient initialement inscrit des engagements de réduction des subventions à l'exportation dans la section II de la Partie IV de leurs listes.^{10,11} Ces Membres, ainsi que le nombre d'engagements par produit, sont indiqués dans le tableau 2 ci-après. Ces engagements sont classés dans divers groupes de produits afin de faciliter la présentation. Les groupes de produits utilisés sont indiqués dans le tableau 1.¹² Ils correspondent aux catégories de produits ou groupes de produits utilisées pour l'établissement des engagements de réduction des subventions à l'exportation pendant le Cycle d'Uruguay qui figurent dans le document MTN.GNG/MA/W/24 et, pour ce qui est des exportations totales, à ceux qui figurent dans le document G/AG/2, avec les ajustements suivants en ce qui concerne la présentation (en gras dans le tableau 1):

- i. compte tenu de la nature de nombreuses listes, les groupes fruits (catégorie 19) et légumes (catégorie 20) ont été regroupés sous le code 20;
- ii. le code 23 a été attribué aux subventions aux produits agricoles subordonnées à l'incorporation de ces produits dans des produits exportés ("produits incorporés");
- iii. le code 24 a été attribué aux "autres" produits agricoles, c'est-à-dire ceux qui ne font partie d'aucun des groupes utilisés pendant le Cycle d'Uruguay; et
- iv. le code 25 a été attribué à l'"ensemble des produits agricoles" (combinés).

25. Les renseignements figurant dans le tableau 2 sur le nombre d'engagements par produit par Membre dans chaque groupe de produits proviennent des listes des Membres. Aux fins du tableau 2, on a utilisé les engagements concernant les dépenses budgétaires. Les Membres ont également pris des engagements concernant les quantités, mais, au total, ceux-ci sont moins nombreux que les engagements concernant les dépenses budgétaires, du fait des engagements globaux de réduction des subventions à l'exportation (par exemple "produits incorporés" et "ensemble des produits agricoles") pour lesquels il n'y a pas d'engagements concernant les quantités.

26. Compte tenu de ce calcul, il y a 428 engagements de réduction des subventions à l'exportation. Deux s'appliquent à l'"ensemble des produits agricoles" et 5 aux "produits incorporés". Les 421 autres sont des engagements par produit portant à la fois sur les dépenses budgétaires et les quantités.¹³

¹⁰ L'Union européenne est comptée comme un seul Membre pour ce qui est des engagements, sur la base de la Liste CLXXIII – Union européenne des 25, qui a pris effet le 1^{er} décembre 2016 (document WT/Let/1220). Dans une communication (G/SECRET/26), l'Union européenne a fait part de son intention de retirer les concessions tarifaires reprises dans la Liste CXXXIX de la Bulgarie et dans la Liste LXIX de la Roumanie. Ce retrait a pris effet le 1^{er} janvier 2007. Depuis la campagne de commercialisation 2006/07, elle avait notifié son calcul des "niveaux d'engagement pris par les CE-25 à la suite des négociations au titre de l'article XXIV:6 pour l'élargissement de l'UE de 2004" (document G/AG/N/EEC/57/Rev.1).

¹¹ Le Costa Rica n'a inscrit des engagements que dans la section III de la Partie IV de sa liste (engagements limitant la portée des subventions à l'exportation); cependant, comme cette section des listes n'est pas visée par les prescriptions en matière de notifications (document G/AG/2), elle n'est pas prise en compte ici.

¹² Ces groupes ont également été utilisés dans les documents G/AG/NG/S/5, G/AG/NG/S/5/Rev.1, TN/AG/S/8, TN/AG/S/8/Rev.1, TN/AG/S/27 et TN/AG/S/27/Rev.1.

¹³ Dans le cas de l'engagement de la Pologne concernant les "produits de l'élevage animal", il n'y a aucun engagement fondé sur les quantités dans la Liste.

Tableau 1 – Groupes de produits

Code	Produits visés
1	Blé et farine de blé
2	Céréales secondaires
3	Riz
4	Graines oléagineuses
5	Huiles végétales
6	Tourteaux
7	Sucre
8	Beurre et huile de beurre
9	Lait écrémé en poudre
10	Fromages
11	Autres produits laitiers
12	Viande bovine
13	Viande porcine
14	Viande de volaille
15	Viande ovine
16	Animaux vivants
17	Œufs
18	Vin
20	Fruits et légumes
(comprend 19)	
21	Tabac
22	Coton
23	Produits incorporés
24	Autres produits agricoles
25	Ensemble des produits agricoles

Tableau 2 – Nombre d'engagements de réduction des subventions à l'exportation par produit, par Membre

Membre	Groupes de produits (pour les définitions, voir le tableau 1)																								
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	20	21	22	23	24	25	TOUS
Afrique du Sud	1	4		1	2		2	1	1	1	1	2	1	1	1		1	1	5	2	1		33		62
Australie								1	1	1	1								1						5
Brésil		1			1	1	1				1	1		1				1	2	1	1		4		16
Bulgarie	1			1						2		1	1	3	1	2	1	1	28	1		1			44
Canada	1	1		1	1	1		1	1	1	1							1	1			1			11
Chypre										1	1	1	1	1	1			1	2						9
Colombie			1				1					1							3	1	1		10		18
États-Unis d'Amérique	1	1	1		1			1	1	1	1	1	1	1		1	1								13
Hongrie	1	1		1	1		1			1		1	1	1	1	3		1	2						16
Indonésie			1																						1
Islande											1					1									2
Israël																			3		1		2		6
Mexique	1	2					1												1						5
Norvège								1		1	1	1	1	1	1		1		1			1	1		11
Nouvelle-Zélande																								1	1
Panama																								1	1
Pologne				1	1		1		1		1	1		1		1			4				5		17
République slovaque	1	1			1		1		1		1	1	1	1	1			1	1				5		17
République tchèque	1	1			1		1		1		1	1	1	1	1			1	1				4		16
Roumanie		1		1	1		1	1		1		1		1		1	1	1	2						13
Suisse-Liechtenstein											1					1			2			1			5
Turquie	2	3			4			1		1	3	3		1	1		1		14	1			9		44
Union européenne	1	1	1	1	1		1	1	1	1	1	1	1	1			1	1	2	1		1	1		20
Uruguay			1			1		1																	3
Venezuela, République bolivarienne du		1	4								1								46	4			16		72
Ensemble des Membres	11	18	9	7	15	3	11	9	8	12	17	17	9	15	9	9	7	9	121	11	4	5	90	2	428

FAITS NOUVEAUX CONCERNANT LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LES MEMBRES EN MATIÈRE DE SUBVENTIONS À L'EXPORTATION

27. Le 17 février 2017, l'Australie a présenté un projet de texte contenant des modifications à la Partie IV de la Liste I (Australie) visant à éliminer ses possibilités d'octroi de subventions à l'exportation conformément à la Décision ministérielle de Nairobi sur la concurrence à l'exportation.¹⁴

RENSEIGNEMENTS RÉCAPITULATIFS SUR L'ÉVOLUTION DE L'UTILISATION DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION PAR LES MEMBRES

28. Le tableau ci-après récapitule les renseignements disponibles en ce qui concerne les subventions à l'exportation accordées par les Membres qui ont déclaré de telles subventions dans leur dernière notification sous la forme du tableau ES:1¹⁵, depuis 2004.

Membre	Dernière notification disponible	Somme des dépenses budgétaires notifiées au titre des subventions à l'exportation en % de la somme des niveaux d'engagement en matière de dépenses budgétaires au titre des subventions à l'exportation	Produits visés
Canada	2015	19%	Lait écrémé en poudre, fromages, autres produits laitiers, produits incorporés
Israël	2015	3%	Fleurs coupées, fruits (autres que les agrumes), légumes frais
Norvège	2015	27%	Viandes porcines, beurre, fromages, produits agricoles transformés
Suisse	2015	22%	Bétail d'élevage et chevaux, produits transformés
Union européenne	2015	0%	Sucre ¹⁶

Somme des dépenses budgétaires notifiées et inscrites dans les listes au titre des subventions à l'exportation par Membre

29. Les graphiques 1 à 13 montrent, par Membre¹⁷ et par année, la somme des dépenses budgétaires notifiées au titre des subventions à l'exportation ainsi que la somme des niveaux d'engagement inscrits dans les listes au titre des subventions à l'exportation pour l'année de notification correspondante.

30. Les graphiques montrent également, pour chaque année, la somme des dépenses budgétaires notifiées au titre des subventions à l'exportation, exprimée en pourcentage de la somme des niveaux d'engagement en matière de dépenses budgétaires au titre des subventions à l'exportation.

31. Ces graphiques, destinés à donner des indications sur les tendances en matière d'utilisation des subventions à l'exportation par les Membres, n'ont qu'un caractère indicatif, en particulier parce que:

- i. les engagements des Membres sont exprimés par produit;

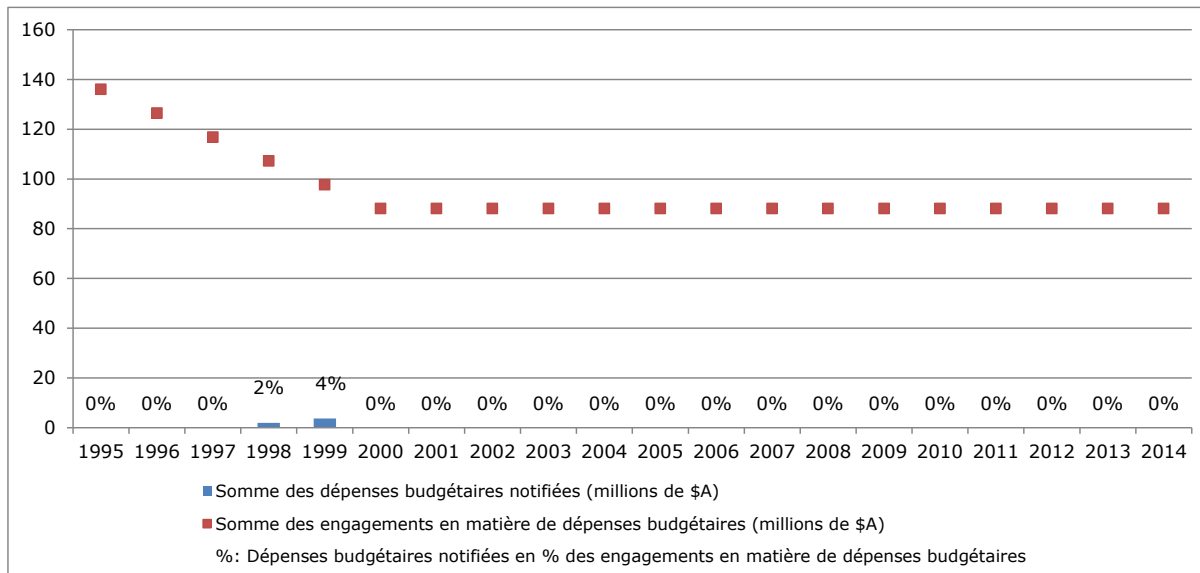
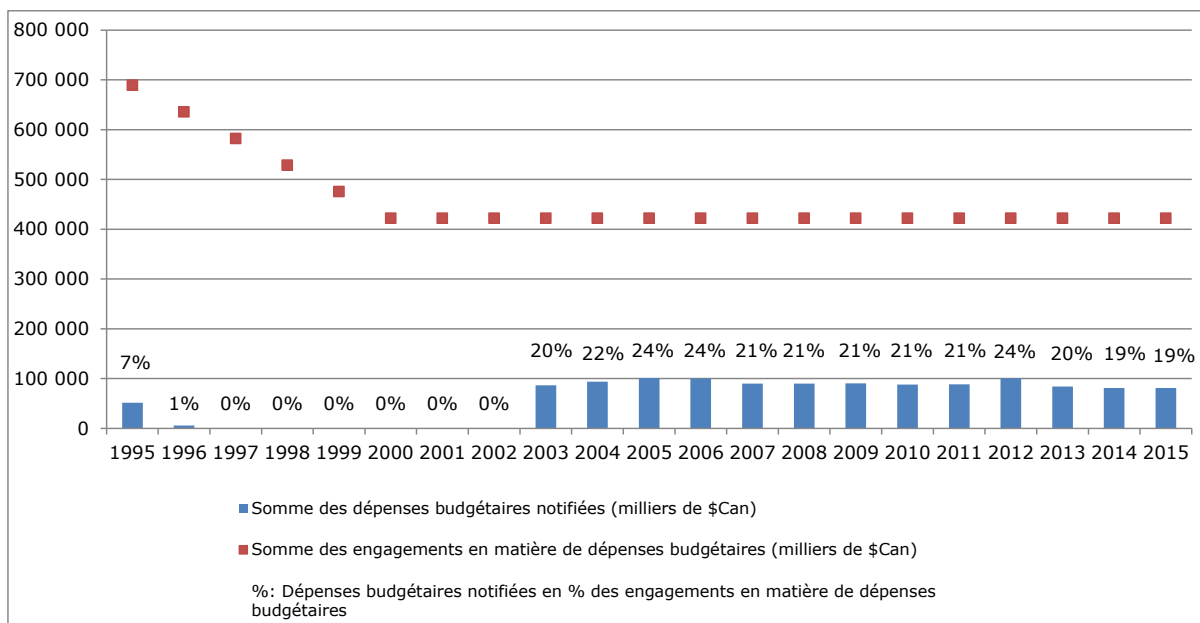
¹⁴ Distribué sous la cote G/MA/TAR/RS/454 en date du 22 février 2017.

¹⁵ Ou dans la réponse au questionnaire, dans le cas du Canada.

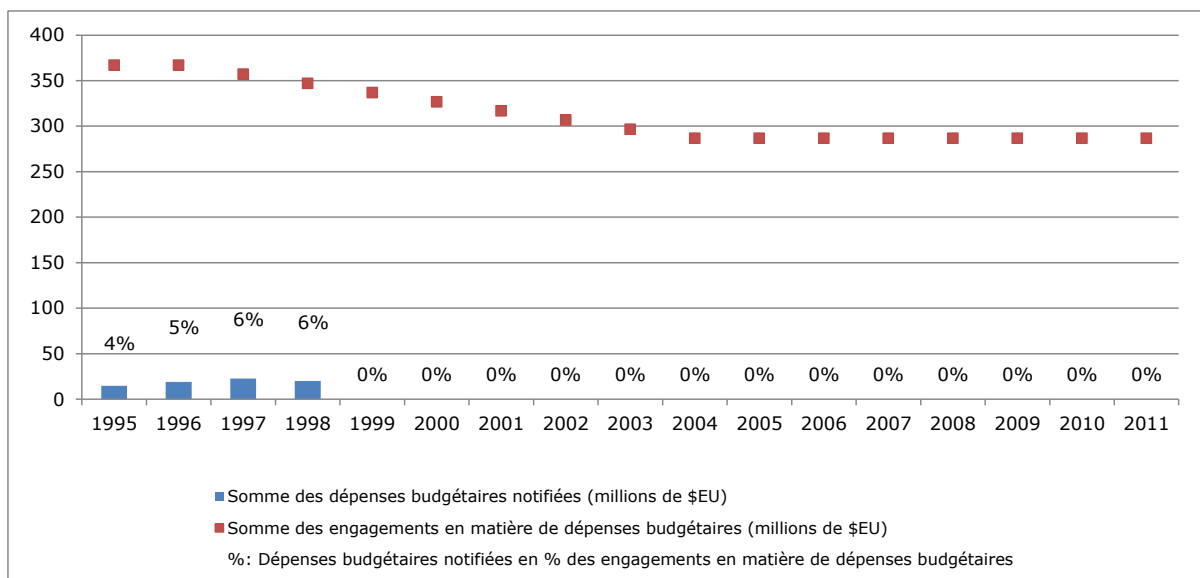
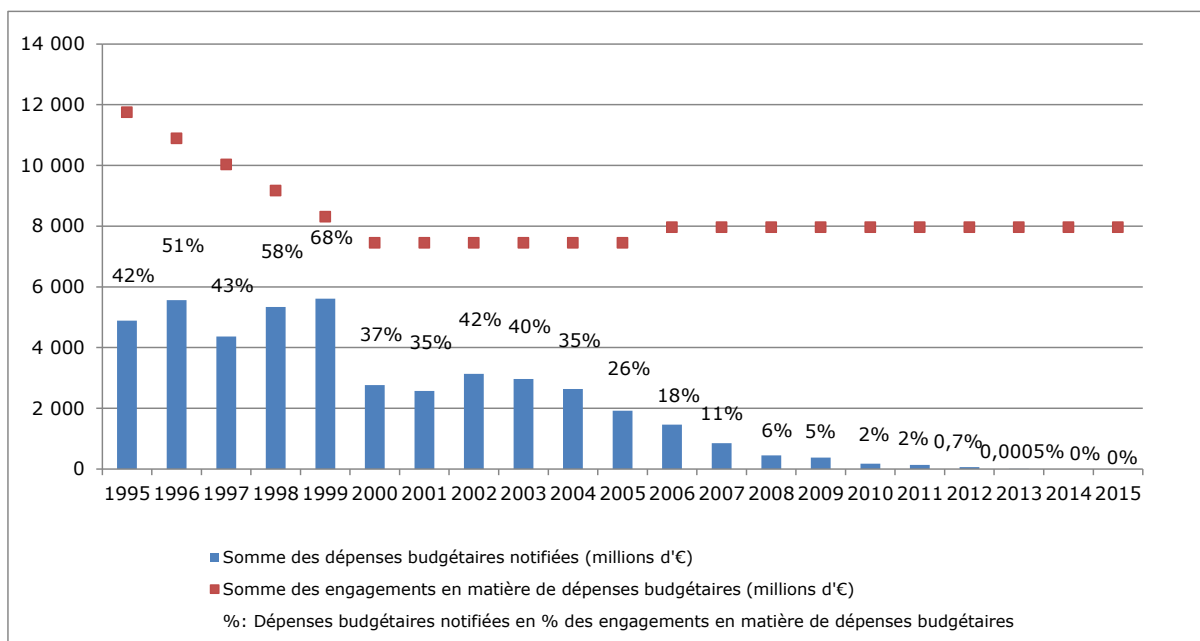
¹⁶ Uniquement quantités notifiées, représentant 98,2% du niveau d'engagement correspondant en matière de quantités au titre des subventions à l'exportation, tel qu'indiqué dans le document WT/Let/1220 (voir la note de bas de page 10 ci-dessus).

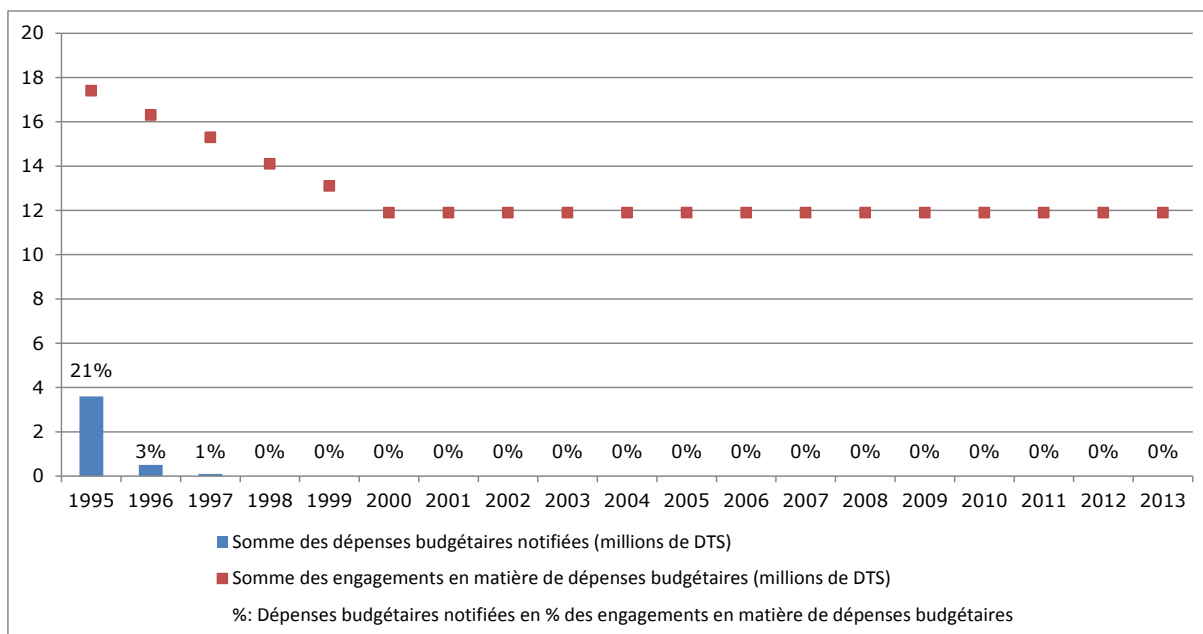
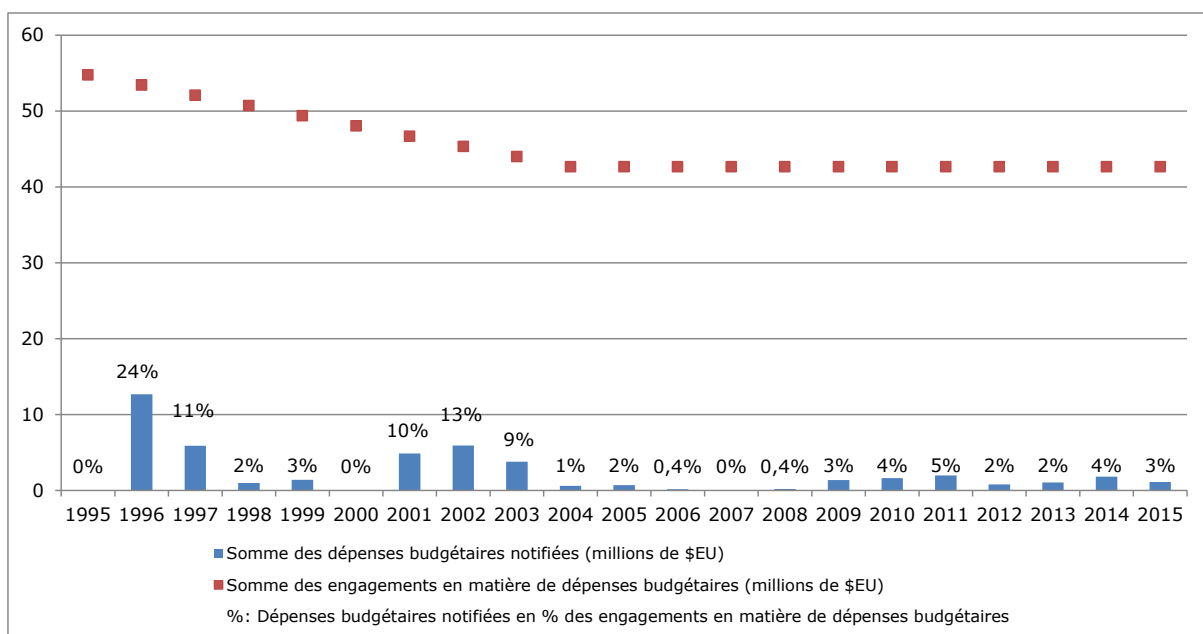
¹⁷ Sauf le Brésil, l'Indonésie et l'Uruguay, qui n'ont notifié aucune subvention à l'exportation durant toute la période visée par leurs notifications, la Nouvelle-Zélande et le Panama, qui ont désormais un engagement de niveau zéro en matière de subventions à l'exportation, et les nouveaux États membres de l'Union européenne.

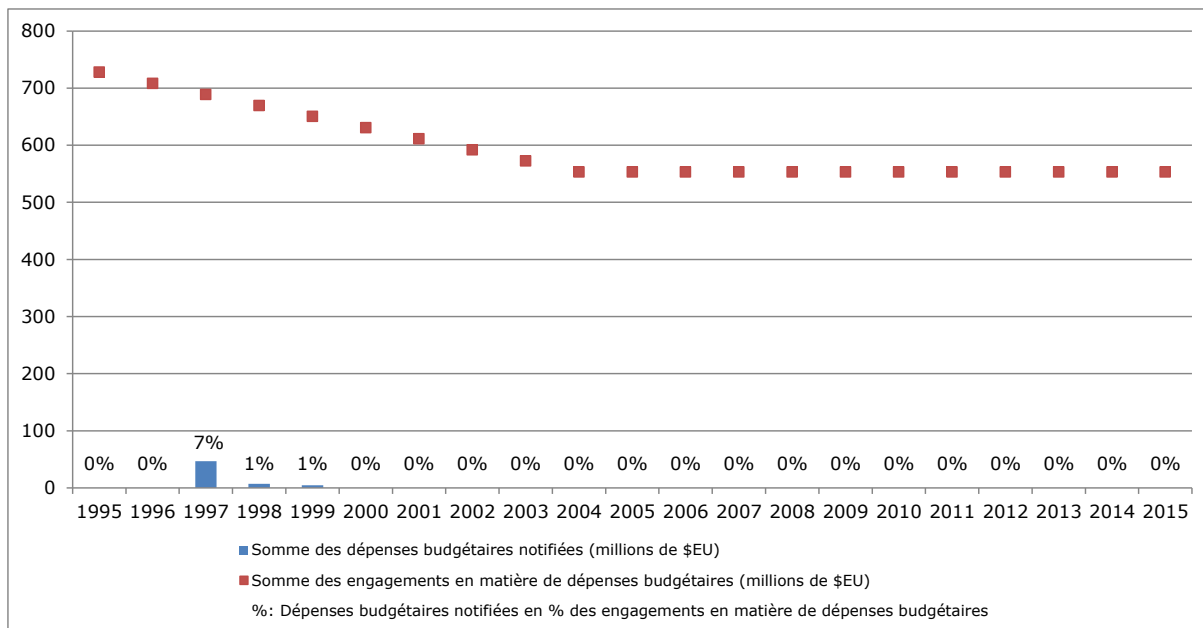
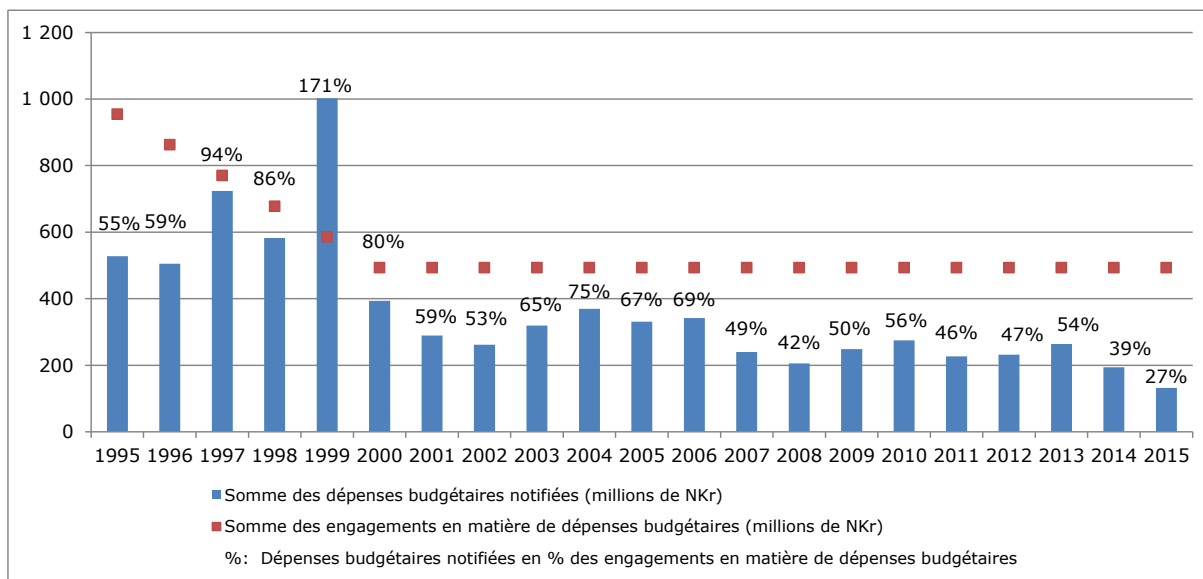
- ii. les tendances en termes de quantités de subventions à l'exportation notifiées ne sont pas enregistrées¹⁸; et
- iii. le type d'année peut varier d'un produit à l'autre.

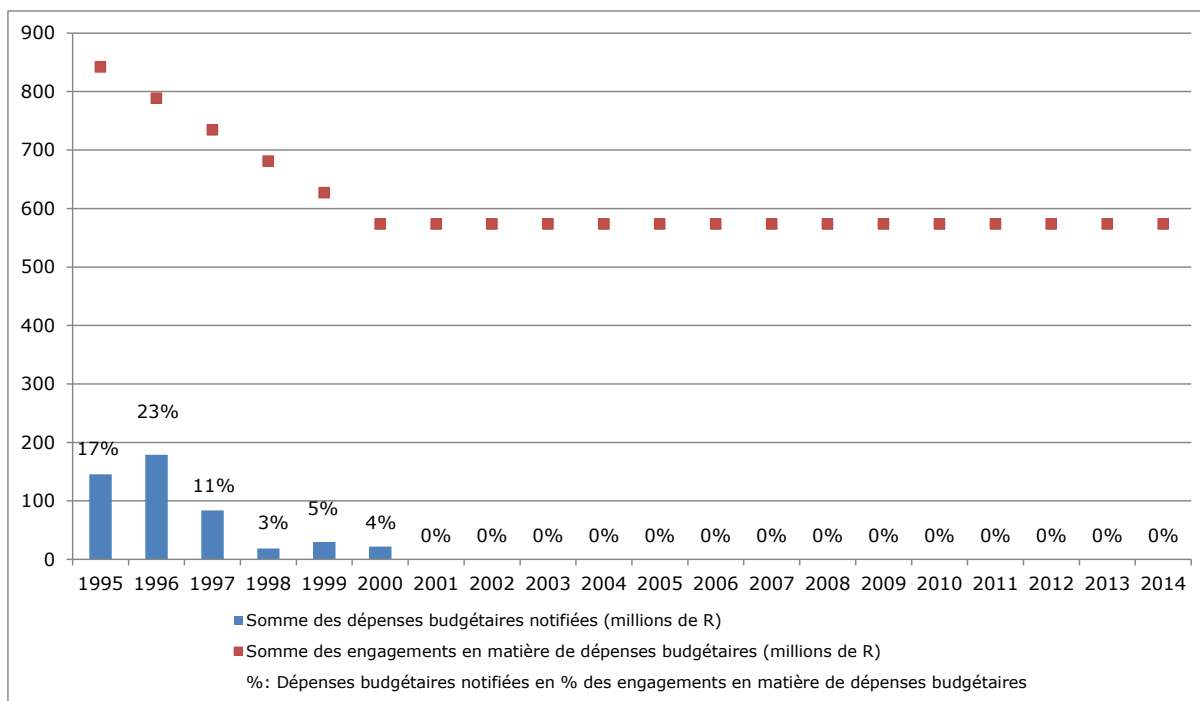
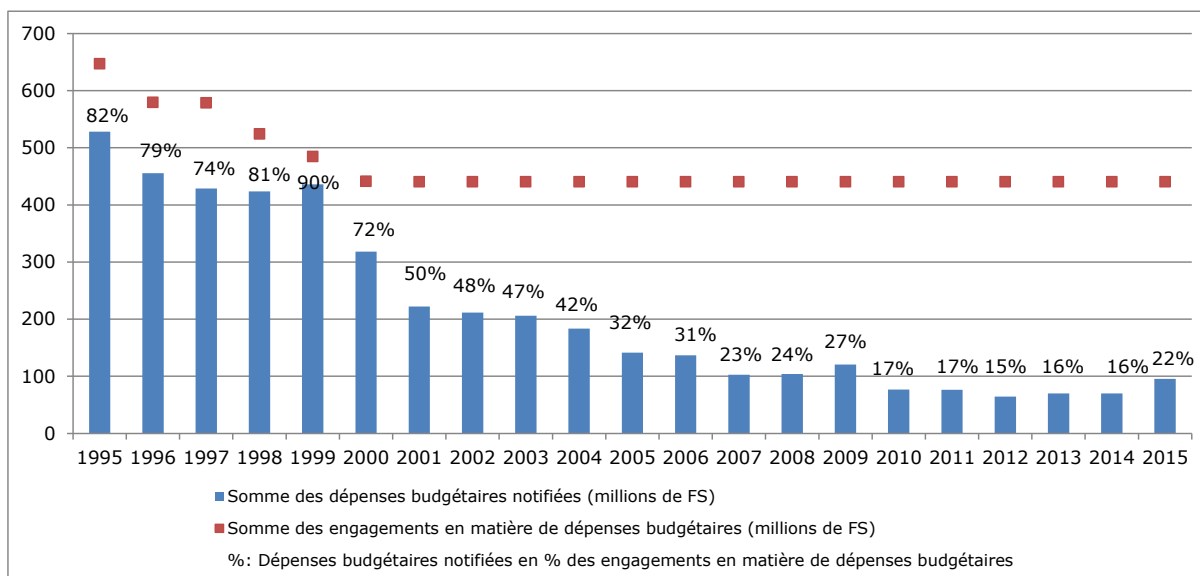
Graphique 1: Australie**Graphique 2: Canada**

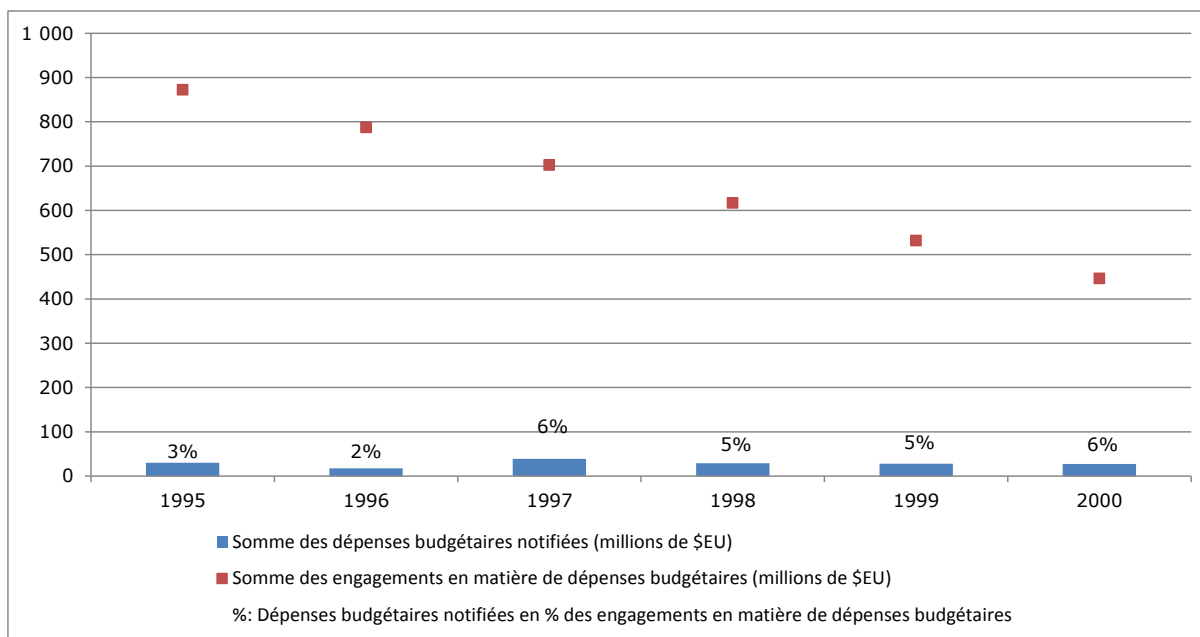
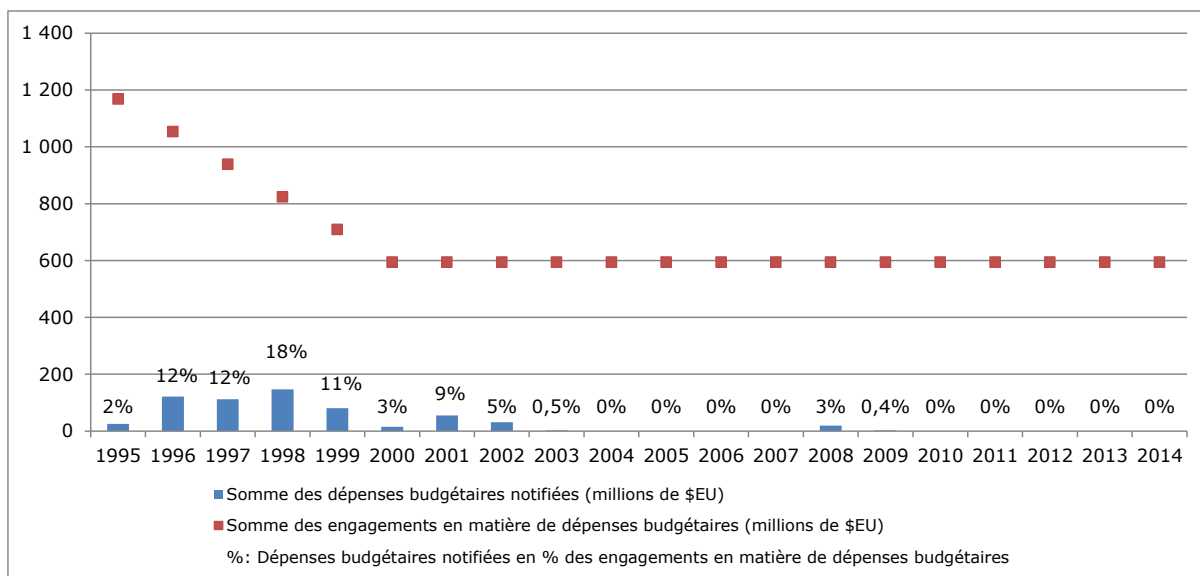
¹⁸ Premièrement, il se peut que les Membres utilisent différentes unités pour mesurer les quantités de différents produits (et les quantités sont absentes de certaines catégories de produits, telles que les "produits transformés"). Deuxièmement, il peut se révéler problématique d'additionner des quantités correspondant à des catégories de produits très différentes. On trouvera des renseignements détaillés sur les quantités afférentes aux subventions à l'exportation notifiées par chaque Membre dans les tableaux du document G/AG/W/125/Rev.5/Add.1.

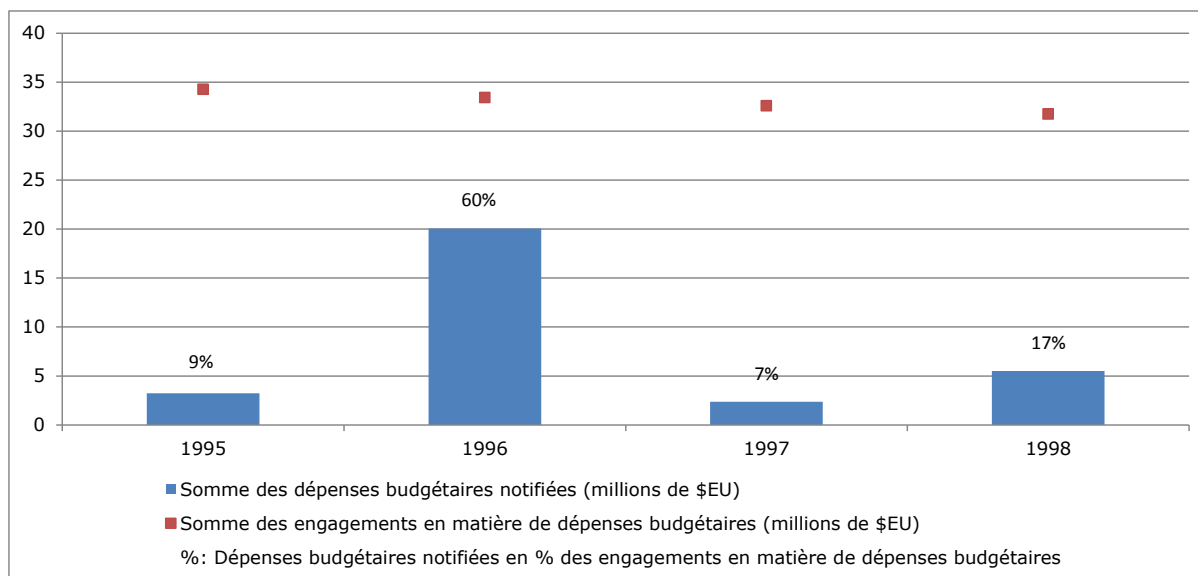
Graphique 3: Colombie**Graphique 4: Union européenne**

Graphique 5: Islande**Graphique 6: Israël**

Graphique 7: Mexique**Graphique 8: Norvège**

Graphique 9: Afrique du Sud**Graphique 10: Suisse-Liechtenstein**

Graphique 11: Turquie**Graphique 12: États-Unis d'Amérique**

Graphique 13: Venezuela, République bolivarienne du

Somme des dépenses budgétaires notifiées et inscrites dans les listes au titre des subventions à l'exportation, par groupe de produits

32. Les graphiques 14 à 36 montrent, pour la période 1995-2015, la somme des dépenses budgétaires notifiées et inscrites dans les listes au titre des subventions à l'exportation, par groupe de produits (ainsi qu'il est indiqué dans le tableau 1 plus haut).¹⁹

33. Les chiffres sont calculés par addition des dépenses budgétaires notifiées par les Membres au titre des subventions à l'exportation (respectivement, les niveaux d'engagement en matière de dépenses budgétaires inscrits au titre des subventions à l'exportation par tous les Membres ayant des engagements de réduction) pour les produits (ou groupes de produits) dans leurs listes correspondant à chaque groupe de produits, suivant la distribution récapitulée dans le tableau 2. Les chiffres sont exprimés en dollars EU selon le taux de change annuel pertinent.²⁰

34. Pour chaque groupe de produits, les graphiques montrent également la somme des dépenses budgétaires notifiées au titre des subventions à l'exportation exprimée en pourcentage de la somme des niveaux d'engagement en matière de dépenses budgétaires au titre des subventions à l'exportation des Membres ayant présenté des notifications. Ce pourcentage donne une certaine indication de l'utilisation effective des subventions à l'exportation par ces Membres pour les groupes de produits pertinents.

35. Enfin, pour chaque groupe de produits, les graphiques montrent aussi la somme des niveaux d'engagement de dépenses budgétaires au titre des subventions à l'exportation des Membres ayant présenté des notifications en pourcentage de la somme des engagements de dépenses budgétaires au titre des subventions à l'exportation de tous les Membres ayant des engagements de réduction pour ce groupe de produits. Ce pourcentage donne une indication de l'exhaustivité des données disponibles pour l'année pertinente.

36. Ces graphiques, destinés à donner des indications sur les tendances en matière d'utilisation des subventions à l'exportation pour les principaux groupes de produits, n'ont qu'un caractère indicatif, en particulier parce que:

- i. certaines variations peuvent être en partie dues à des fluctuations des taux de change;

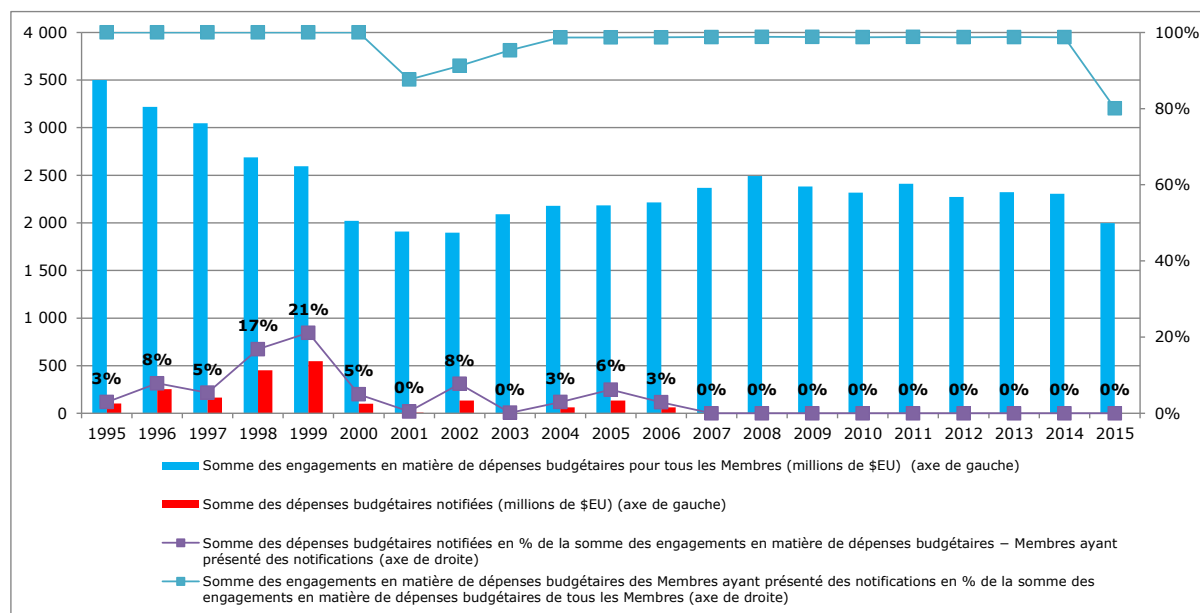
¹⁹ Sauf la catégorie 15 ("Ensemble des produits agricoles"), les deux Membres qui avaient un engagement en matière de subventions à l'exportation (à savoir la Nouvelle-Zélande et le Panama) dans cette catégorie ayant désormais un engagement de niveau zéro.

²⁰ En utilisant les taux de change provenant de la publication du FMI "Statistiques financières internationales".

- ii. ces renseignements ne sont que partiels puisque les quantités visées par les subventions à l'exportation notifiées ne sont pas enregistrées²¹;
- iii. les produits ou groupes de produits comptabilisés au titre d'un engagement spécifique ne sont pas toujours pleinement couverts par la portée d'un groupe de produits; et
- iv. le type d'année peut varier d'un produit à l'autre et d'un Membre à l'autre.

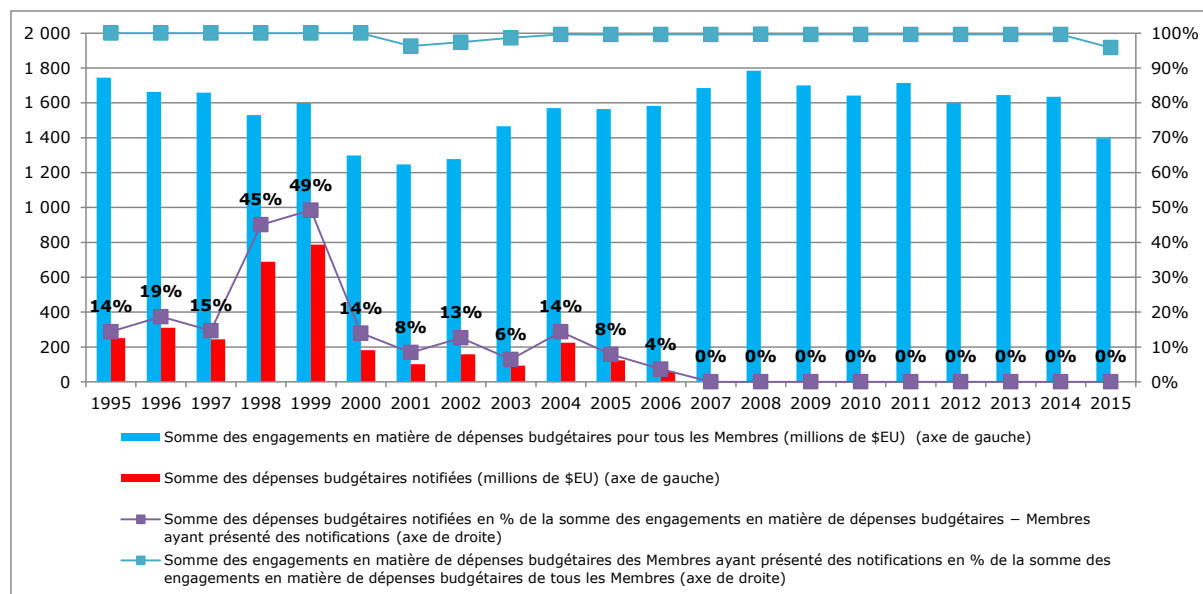
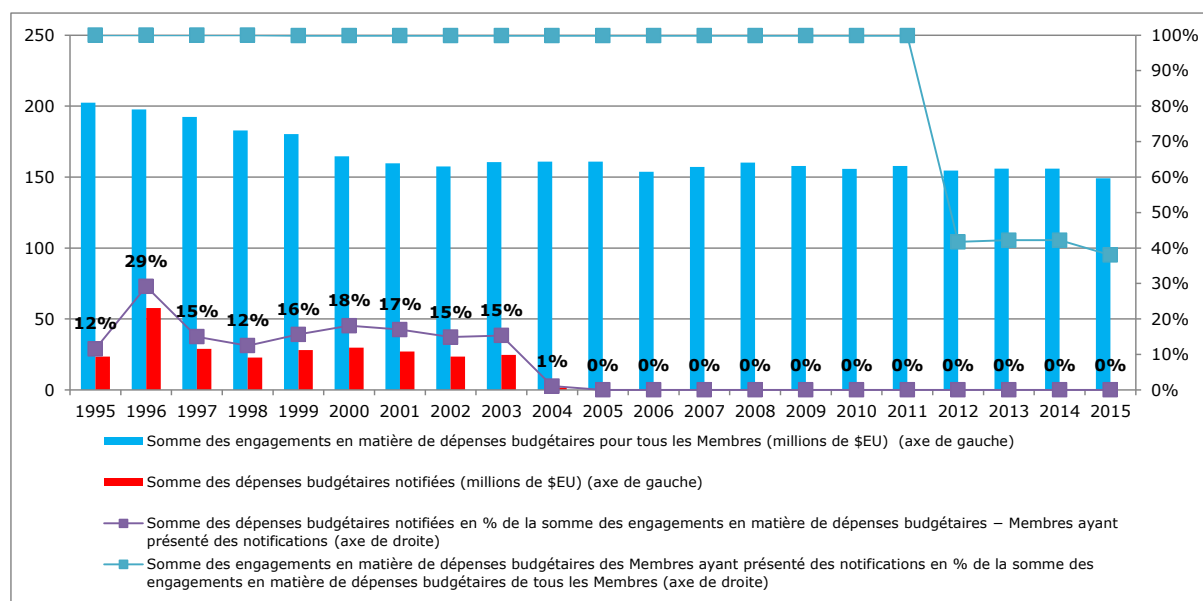
Enfin, certaines variations dans les données relatives à la somme des niveaux d'engagement de dépenses budgétaires au titre des subventions à l'exportation de tous les Membres ayant des engagements de réduction peuvent aussi s'expliquer par les élargissements successifs de l'Union européenne durant la période considérée.²²

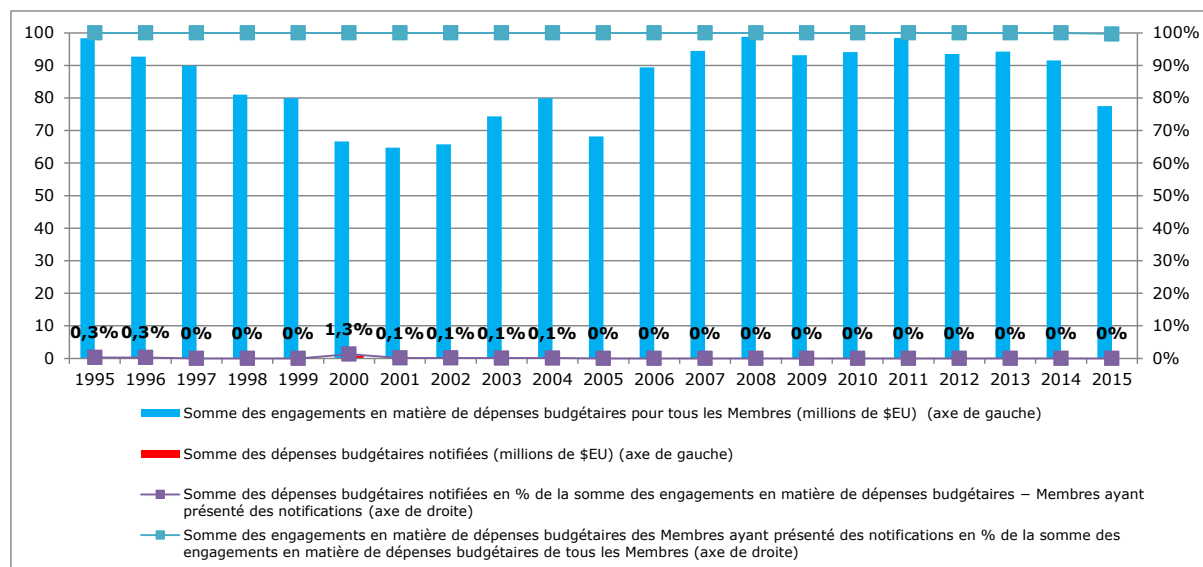
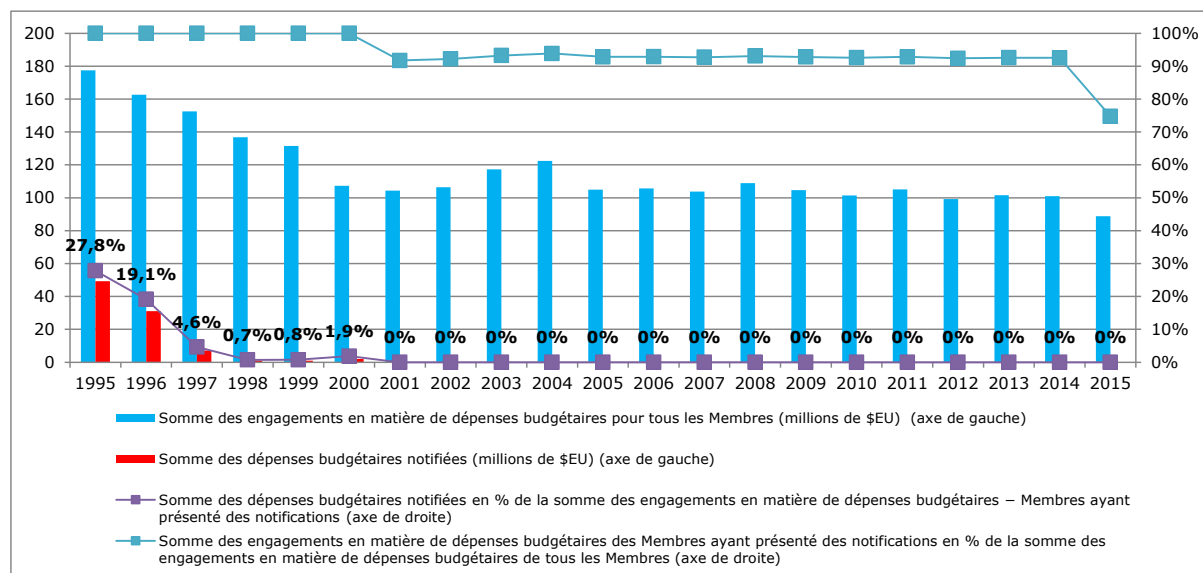
Graphique 14: Catégorie 1 – Blé et farine de blé

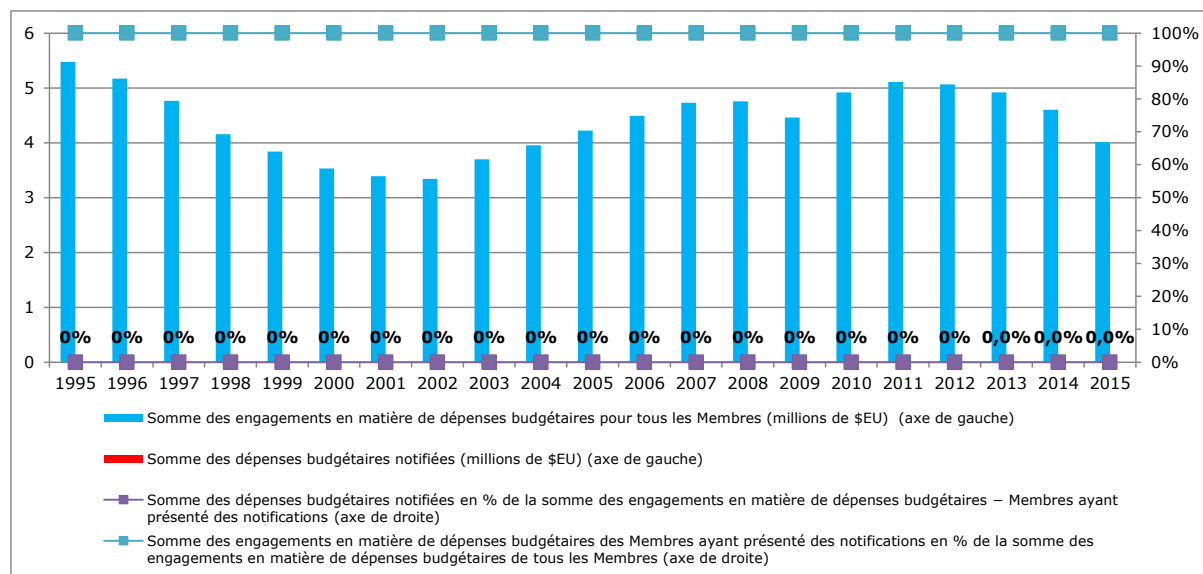
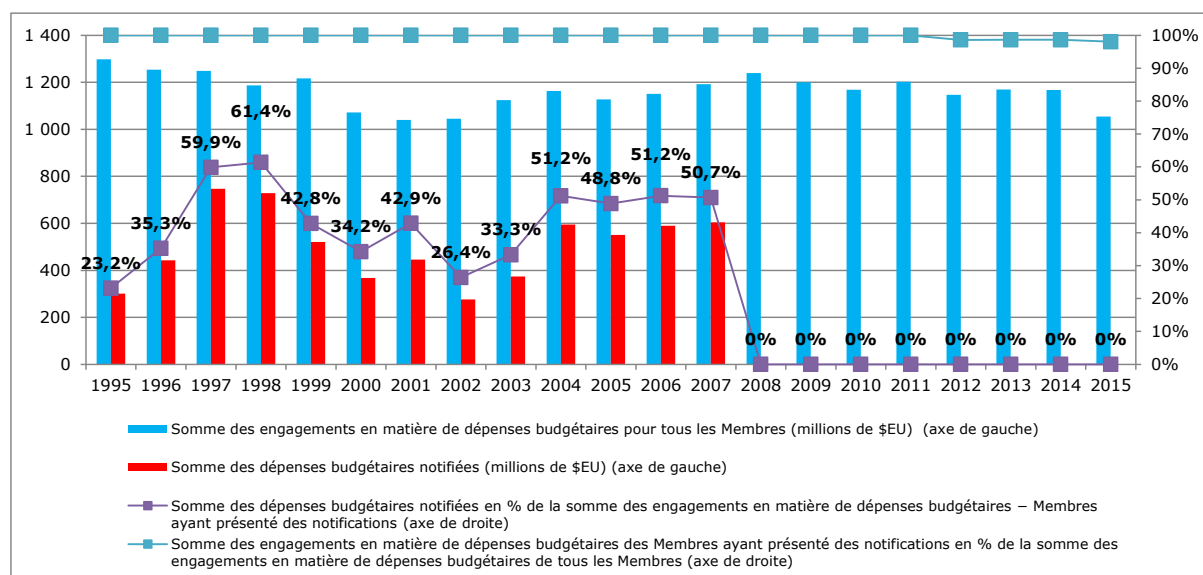


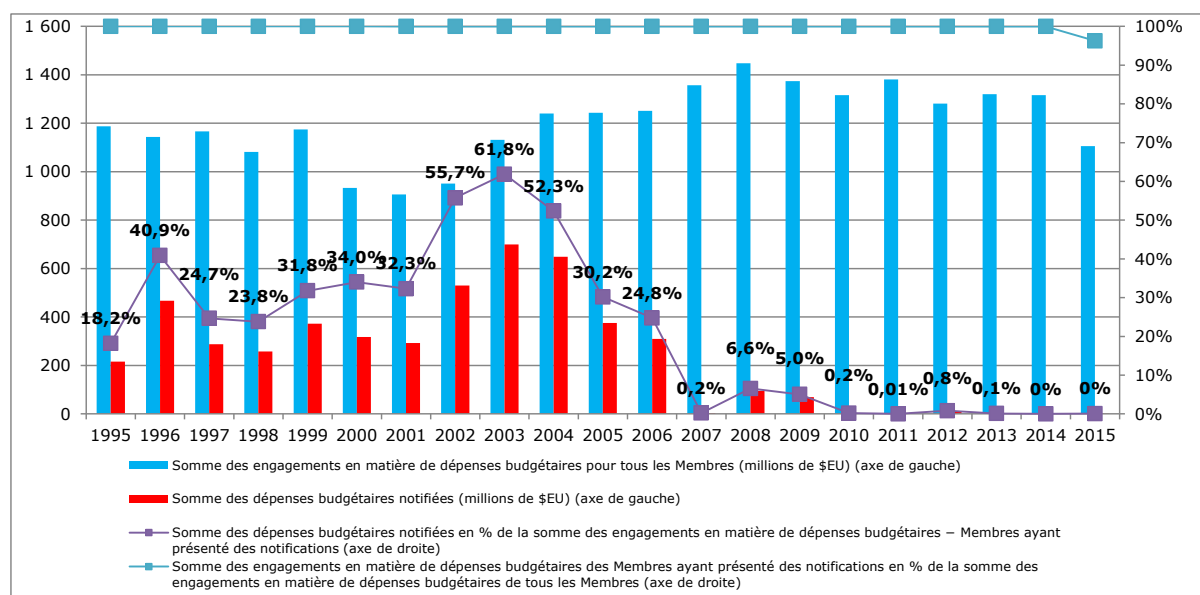
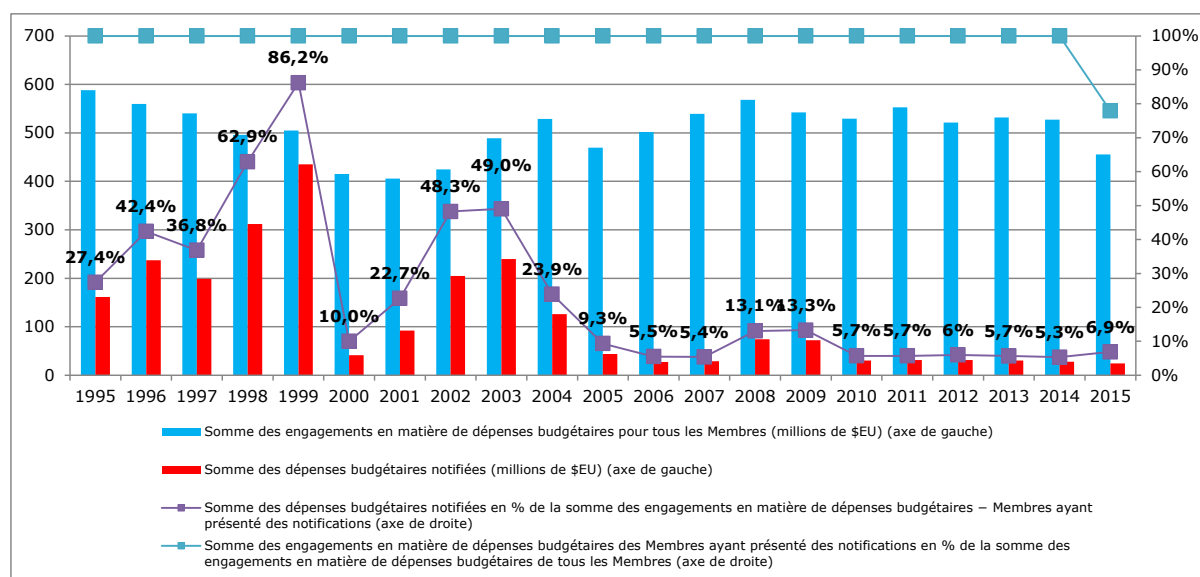
²¹ On a utilisé les dépenses budgétaires plutôt que les quantités conformément à l'approche suivie aux fins du tableau 2. Cela permet en outre d'obtenir des chiffres comparables pour tous les groupes de produits. L'utilisation de quantités pour certains groupes de produits peut se révéler problématique car les Membres ont utilisé des unités différentes pour mesurer les quantités dans un même groupe de produits, mais aussi parce que certains groupes comprennent une large gamme de produits (comme les fruits et légumes, les produits transformés et d'autres produits agricoles).

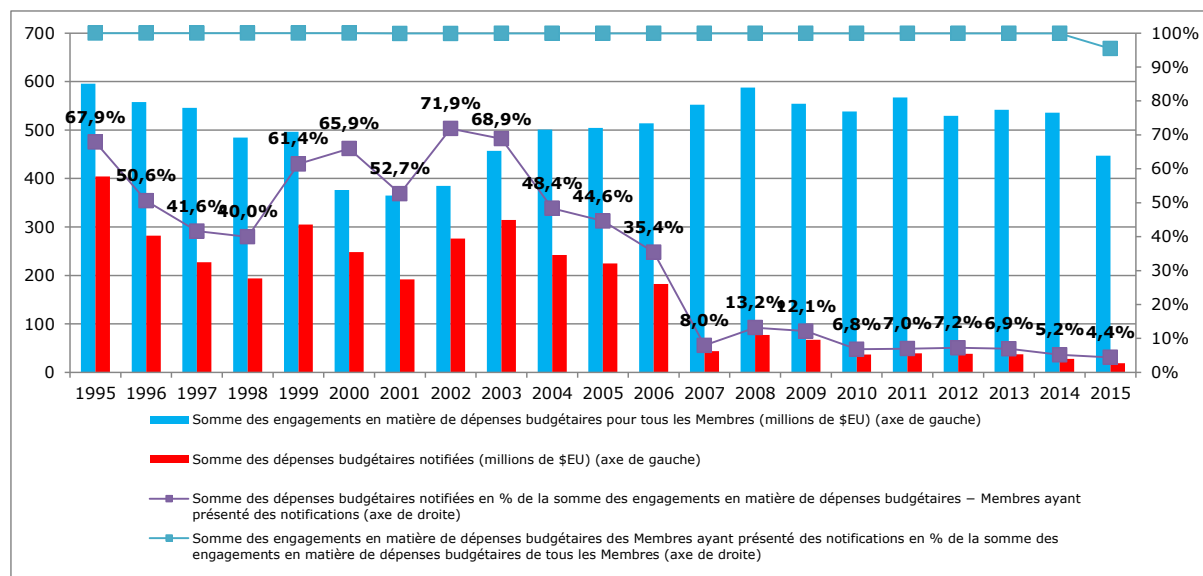
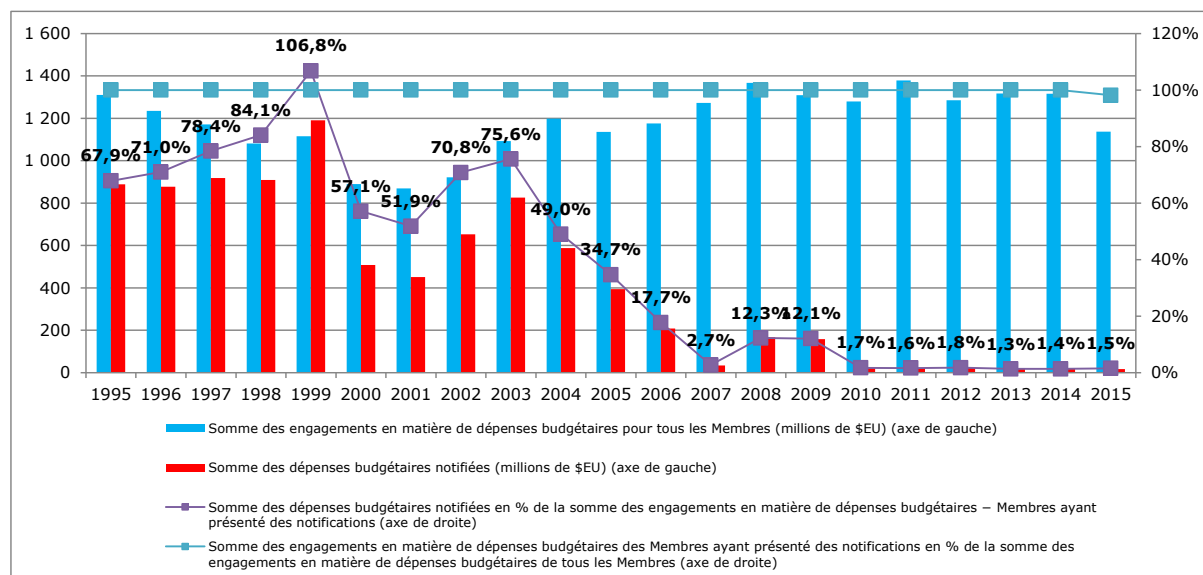
²² Les engagements des nouveaux membres de l'UE sont pris en compte jusqu'à leur entrée dans l'Union européenne et les chiffres notifiés par l'Union européenne, qui correspondent à son calcul des "niveaux d'engagement pris par les CE-25 à la suite des négociations au titre de l'article XXIV:6 pour l'élargissement de l'UE de 2004", sont utilisés pour 2006 et les années suivantes (voir note de bas de page 10 ci-dessus).

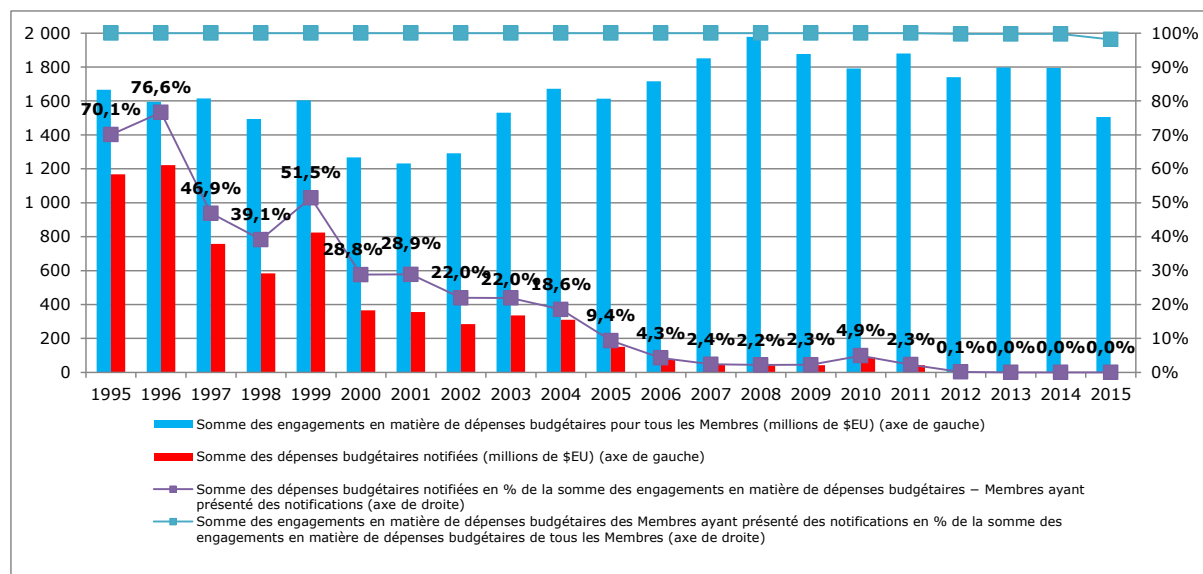
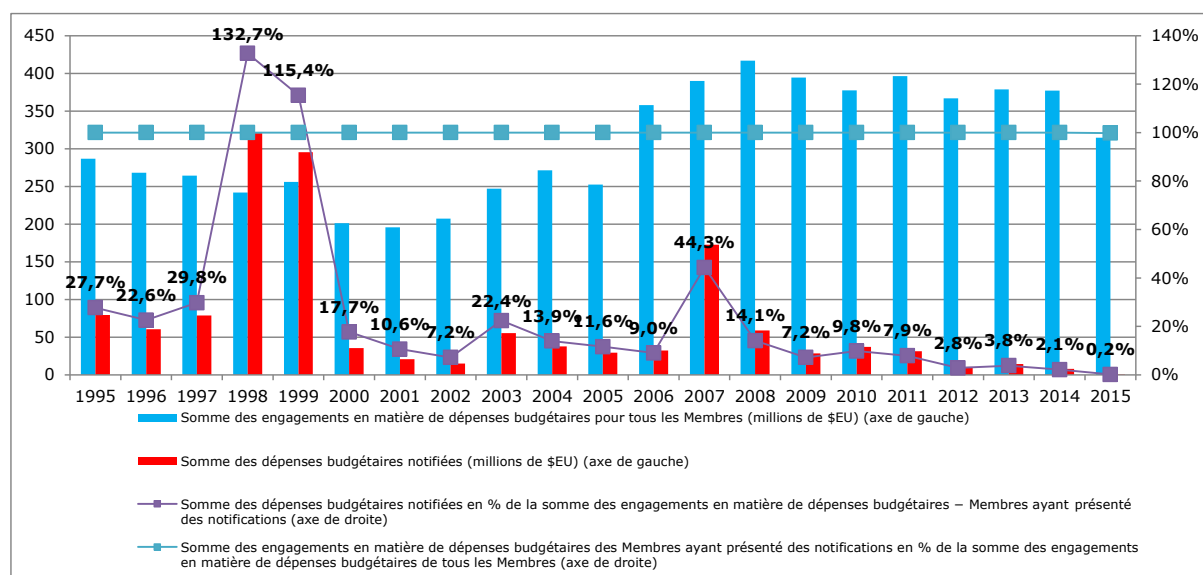
Graphique 15: Catégorie 2 – Céréales secondaires**Graphique 16: Catégorie 3 – Riz**

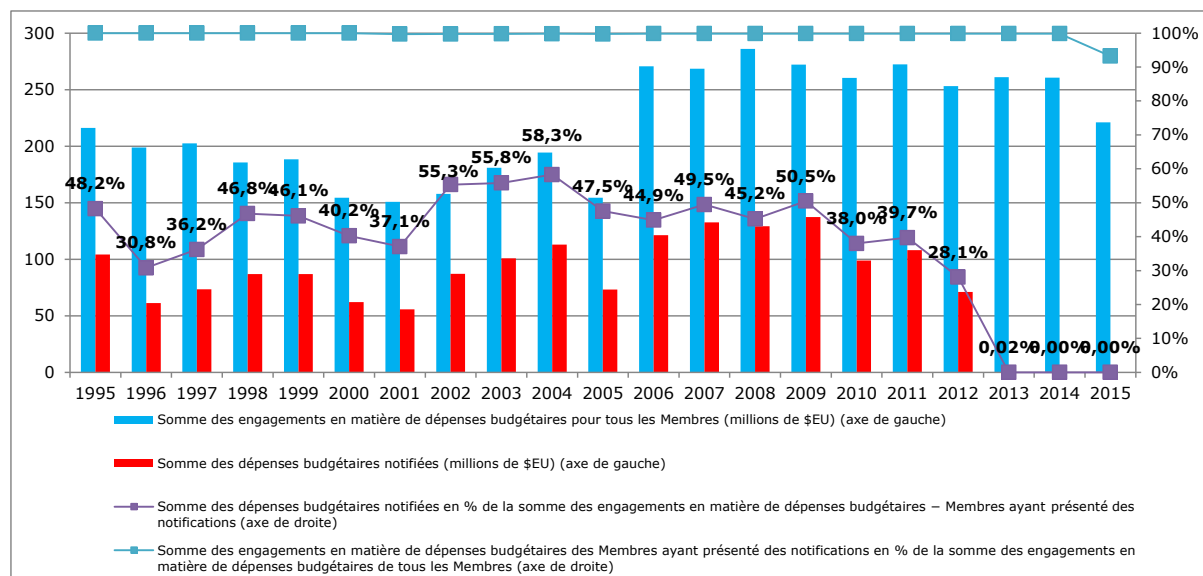
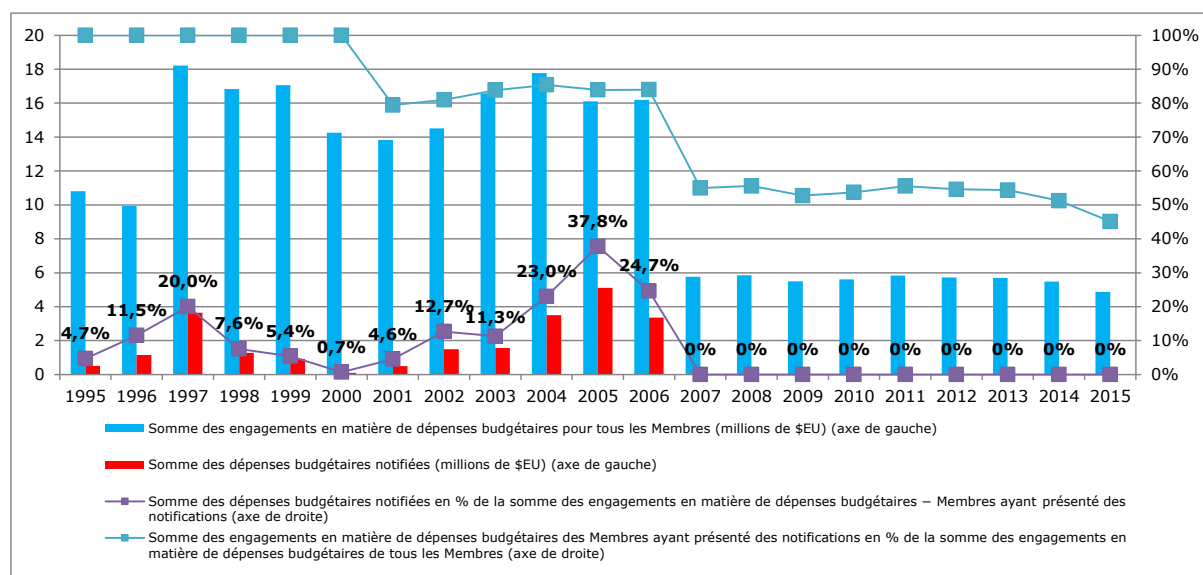
Graphique 17: Catégorie 4 – Graines oléagineuses**Graphique 18: Catégorie 5 – Huiles végétales**

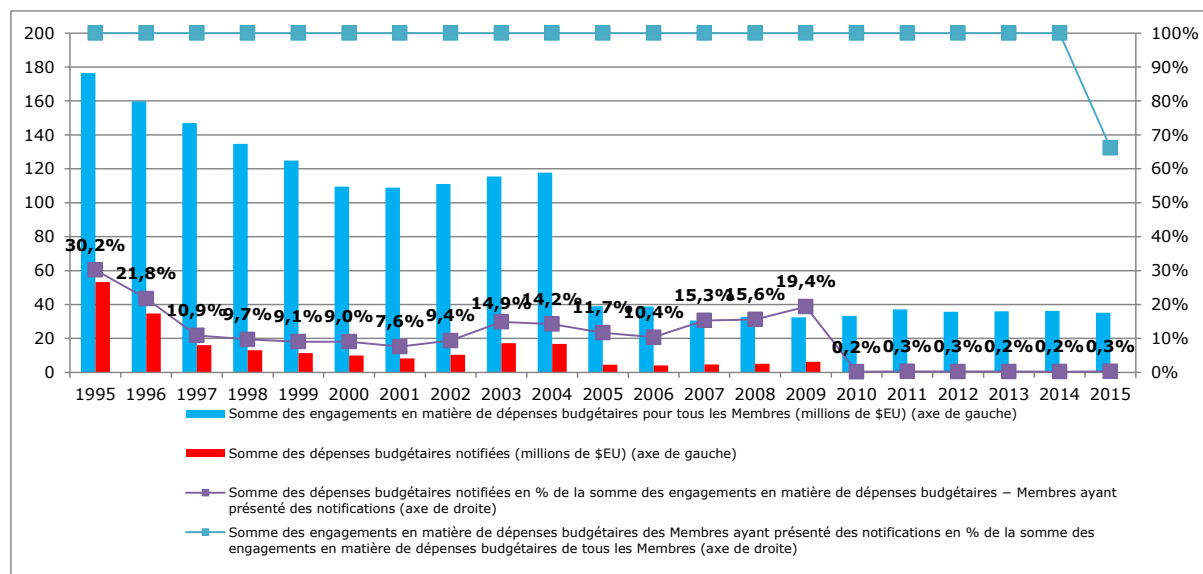
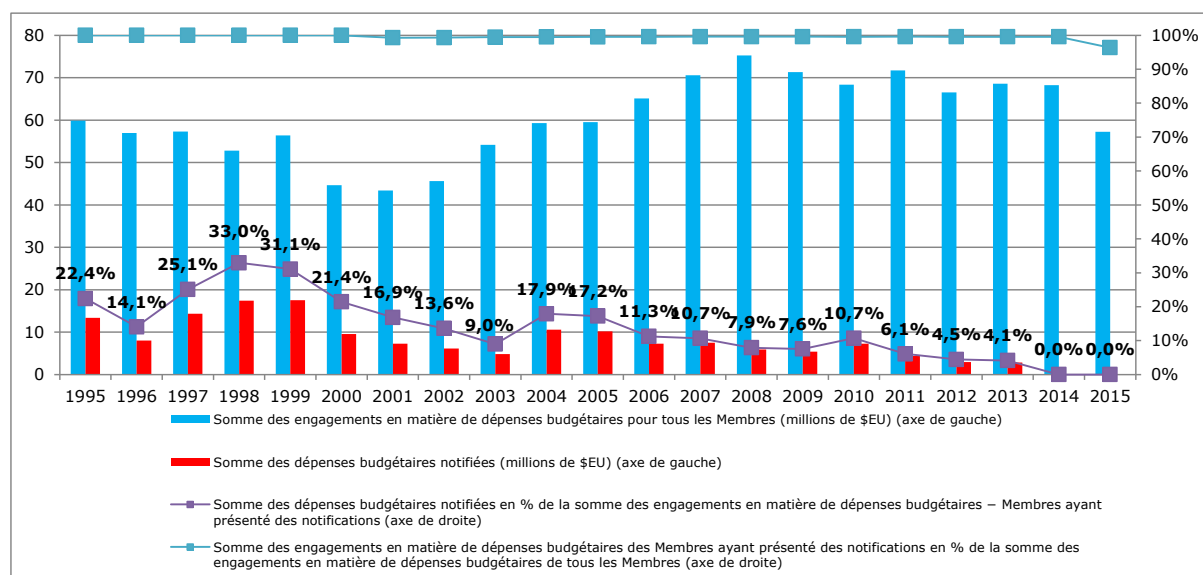
Graphique 19: Catégorie 6 – Tourteaux**Graphique 20: Catégorie 7 – Sucre**

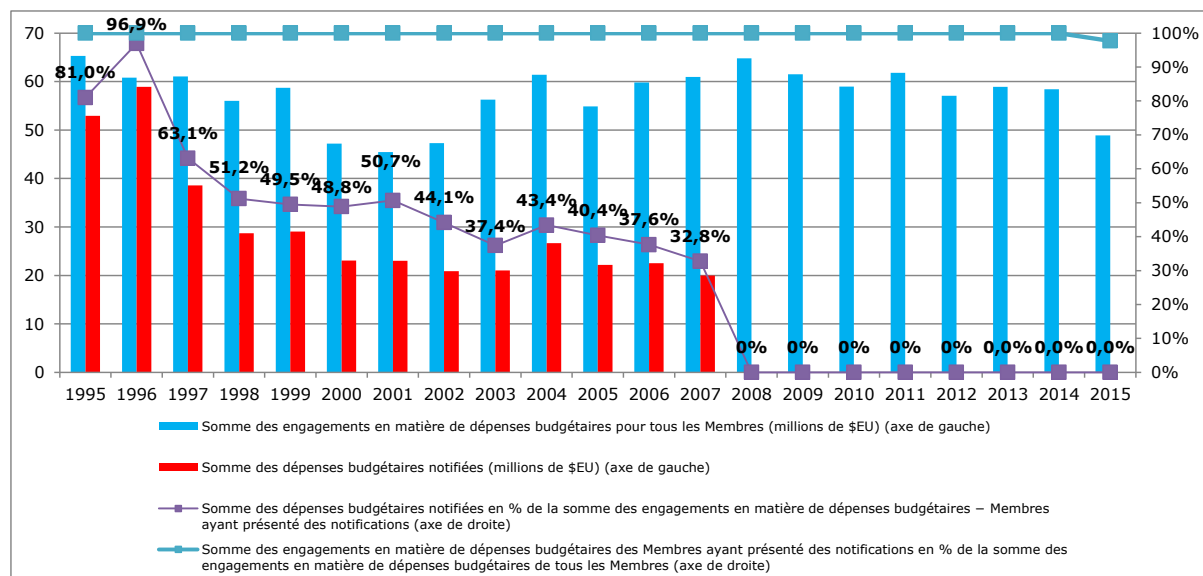
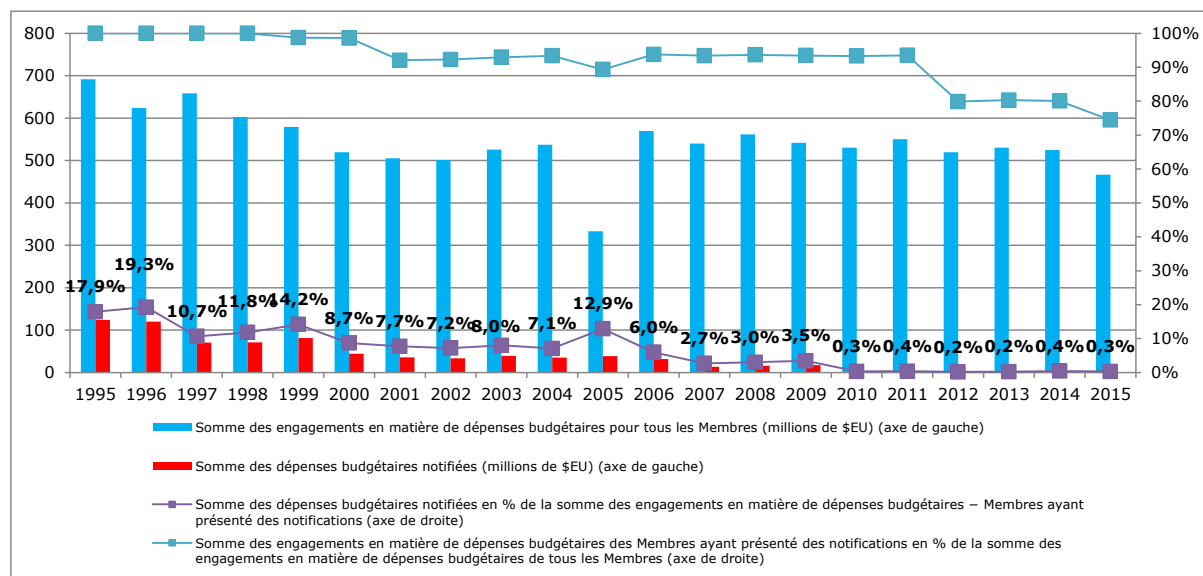
Graphique 21: Catégorie 8 – Beurre et huile de beurre**Graphique 22: Catégorie 9 – Lait écrémé en poudre**

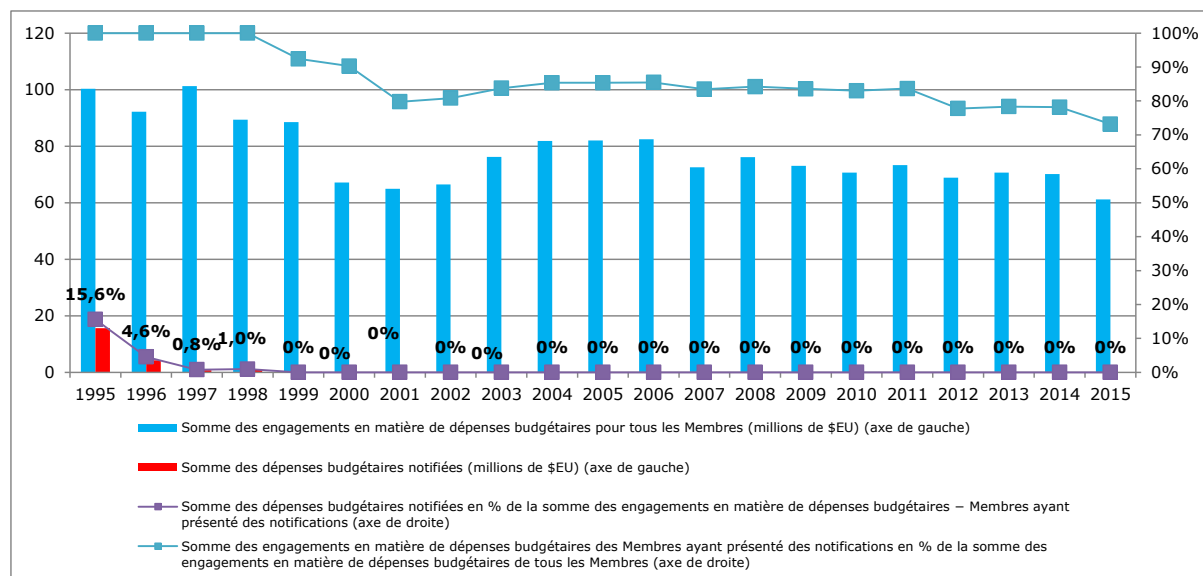
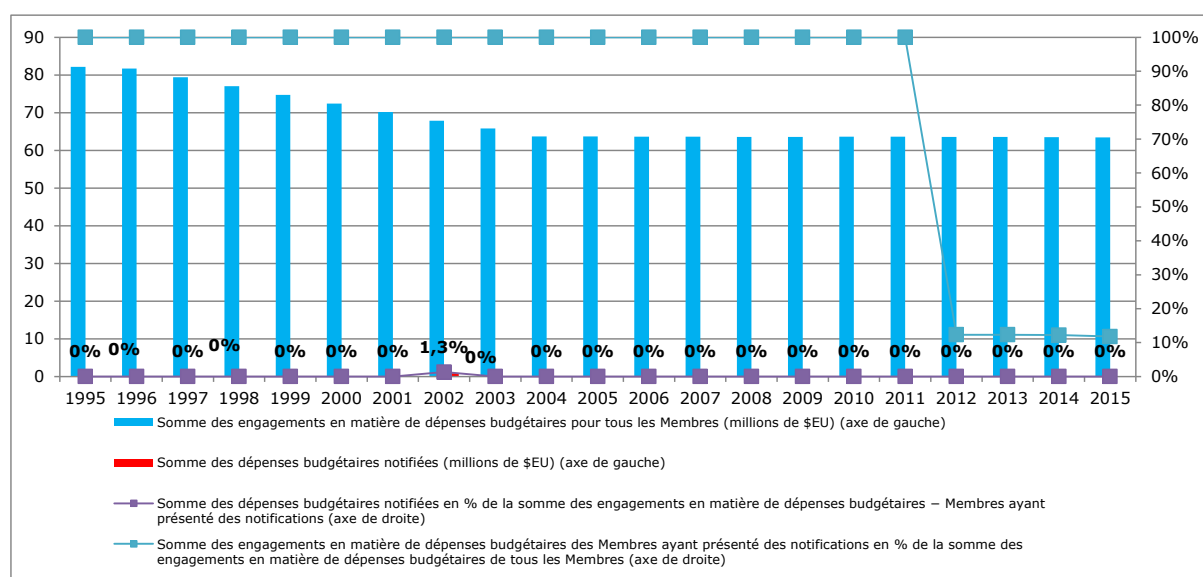
Graphique 23: Catégorie 10 – Fromages**Graphique 24: Catégorie 11 – Autres produits laitiers**

Graphique 25: Catégorie 12 – Viande bovine**Graphique 26: Catégorie 13 – Viande porcine**

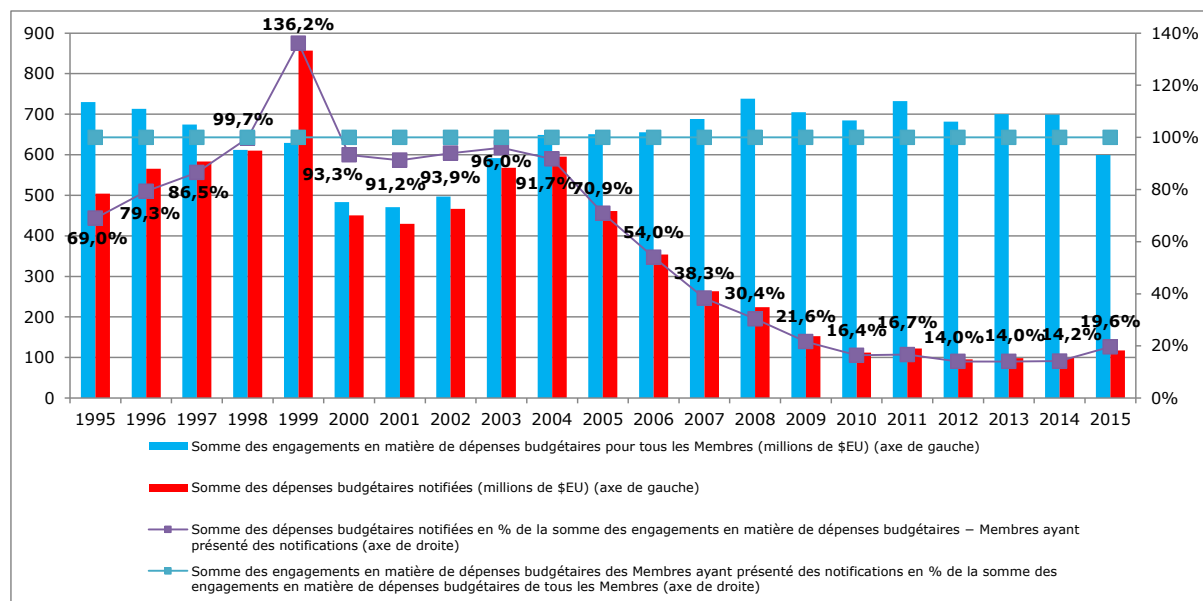
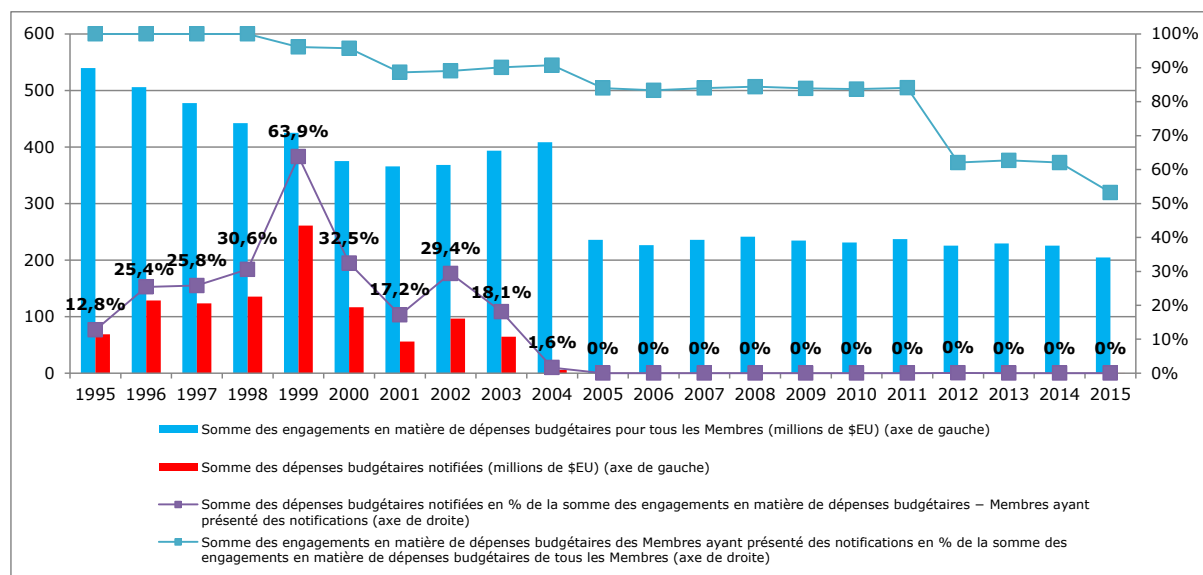
Graphique 27: Catégorie 14 – Viande de volaille**Graphique 28: Catégorie 15 – Viande ovine**

Graphique 29: Catégorie 16 – Animaux vivants**Graphique 30: Catégorie 17 – Œufs**

Graphique 31: Catégorie 18 – Vin**Graphique 32: Catégorie 20 (comprend 19) – Fruits et légumes**

Graphique 33: Catégorie 21 – Tabac**Graphique 34: Catégorie 22 – Coton***

* Ce graphique ne tient pas compte des subventions à l'exportation pour le coton upland notifiées par les États-Unis d'Amérique en 2003, 2004, 2005 et 2006.

Graphique 35: Catégorie 23 – Produits incorporés**Graphique 36: Catégorie 24 – Autres produits agricoles**

PARTIE B – CRÉDITS À L'EXPORTATION, GARANTIES DE CRÉDIT À L'EXPORTATION OU PROGRAMMES D'ASSURANCE

37. La présente partie concerne les renseignements contenus dans le document G/AG/W/125/Rev.6/Add.2, sur l'utilisation des crédits à l'exportation, des garanties de crédit à l'exportation ou des programmes d'assurance accordés par les Membres pour l'exportation de produits agricoles.

38. Le document G/AG/W/125/Rev.6/Add.2 actualise le document G/AG/W/125/Rev.5/Add.2. Il y incorpore les réponses des Membres à la deuxième section du questionnaire distribué sur le **Crédit à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation ou les programmes d'assurance (financement à l'exportation)** jusqu'au 5 mai 2017. Compte tenu de l'absence de réponse au questionnaire, les renseignements contenus dans le document G/AG/W/125/Rev.5/Add.2 restent inchangés.

Membres qui ont répondu aux questionnaires précédents ²³	Membres qui ont répondu au questionnaire distribué le 31 octobre 2016
Australie; Brésil; Canada; Colombie; États-Unis d'Amérique; Fédération de Russie; Jamaïque; Japon; Malaisie; Nouvelle-Zélande; Pérou; Suisse; Thaïlande; Turquie; Union européenne; Viet Nam	Australie; Canada; États-Unis d'Amérique; Fédération de Russie; Islande; Japon; Malaisie; Nouvelle-Zélande; Suisse; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Turquie; Union européenne

39. En outre, dans leurs réponses aux questionnaires, les Membres ci-après ont indiqué qu'ils n'appliquaient pas de programmes de financement pour les produits agricoles.

Membres qui ont répondu néant aux questionnaires précédents ²¹	Membres qui ont répondu néant au questionnaire distribué le 31 octobre 2016
Afrique du Sud; Albanie; Arabie saoudite, Royaume d'; Argentine; Chili; Chine; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Équateur; Géorgie; Guatemala; Honduras; Hong Kong, Chine; Israël; Jordanie; Liechtenstein; Macao, Chine; Madagascar; Maurice; Moldova, République de; Monténégro; Norvège; Pakistan; Panama; Paraguay; République dominicaine; Seychelles; Singapour; Taïpei chinois; Thaïlande; Ukraine; Uruguay	Chili; Colombie; Équateur; Fidji; Honduras; Hong Kong, Chine; Israël; Liechtenstein; Macao, Chine; Maurice; Norvège; Panama; Pérou; Philippines; Seychelles; Singapour; Taïpei chinois; Ukraine; Uruguay

²³ Distribués le 10 février et le 26 novembre 2014 et le 20 janvier 2016.

PARTIE C – AIDE ALIMENTAIRE INTERNATIONALE

40. La présente partie concerne les renseignements sur l'aide alimentaire internationale fournis par les Membres qui figurent dans le document G/AG/W/125/Rev.6/Add.3.

41. Le document G/AG/W/125/Rev.6/Add.3, actualise le document G/AG/W/125/Rev.5/Add.3. Il y incorpore les renseignements contenus dans les notifications présentées sous la forme des tableaux ES:1 et ES:3, ainsi que les réponses des Membres à la troisième section du questionnaire sur l'**aide alimentaire** jusqu'au 5 mai 2017. Compte tenu de l'absence de réponse au questionnaire ou de nouvelle notification présentée par un Membre, les renseignements contenus dans le document G/AG/W/125/Rev.5/Add.3 restent inchangés.

42. Les renseignements relatifs à l'aide alimentaire contenus dans les notifications sous la forme du tableau NF:1, qui sont propres à certains groupes de pays destinataires, ne sont pas incorporés dans le document G/AG/W/125/Rev.6/Add.3.

43. Les intitulés de colonne suivants sont utilisés pour communiquer les données contenues dans les notifications sous la forme du tableau ES:1:

RÉF.	le dernier chiffre ou les deux derniers chiffres du numéro de référence (subvention à l'exportation ID – XSID) utilisé dans la base de données sur les listes tarifaires codifiées (LTC) pour identifier chaque engagement de réduction des subventions à l'exportation;
PRODUIT	le produit ou groupe de produits indiqué dans les listes des Membres;
UNITÉ	l'unité de mesure utilisée dans la notification; et
1995 ... 2016	pour chaque année, la quantité notifiée.

44. Les intitulés de colonne suivants sont utilisés pour faire état des données contenues dans les notifications sous la forme du tableau ES:3²⁴:

PRODUIT	le produit ou groupe de produits indiqué dans la notification du Membre;
UNITÉ	l'unité de mesure utilisée dans la notification; et
1995 ... 2016	pour chaque année, la quantité notifiée.

45. Les renseignements complémentaires fournis par les Membres dans leurs réponses à la troisième section du questionnaire sur l'**aide alimentaire** ont été insérés avant les tableaux rendant compte des notifications sous la forme des tableaux ES:1 et/ou ES:3.

Membres qui ont répondu aux questionnaires précédents ²⁵	Membres qui ont répondu au questionnaire distribué le 31 octobre 2016
Afrique du Sud; Australie; Brésil; Canada; Chine; Cuba; États-Unis d'Amérique; Fédération de Russie; Indonésie; Japon; Norvège; Nouvelle-Zélande; Suisse; Taipei chinois; Thaïlande; Turquie; Union européenne; Viet Nam	Australie; Canada; États-Unis d'Amérique; Fédération de Russie; Islande; Japon; Norvège; Nouvelle-Zélande; Suisse; Taipei chinois; Turquie; Union européenne

46. En outre, dans leurs réponses aux questionnaires, les Membres ci-après ont indiqué qu'ils ne fournissaient pas d'aide alimentaire internationale.

²⁴ Dans le cas du Japon, une autre colonne intitulée "destination" a été ajoutée pour tenir compte de la pratique suivie par ce Membre en matière de notifications.

²⁵ Distribués le 10 février et le 26 novembre 2014 et le 20 janvier 2016.

Membres qui ont répondu néant aux questionnaires précédents ²⁴	Membres qui ont répondu néant au questionnaire distribué le 31 octobre 2016
Albanie; Argentine; Chili; Colombie; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Équateur; Géorgie; Guatemala; Honduras; Hong Kong, Chine; Israël; Jamaïque; Jordanie; Liechtenstein; Macao, Chine; Madagascar; Malaisie; Maurice; Moldova, République de; Monténégro; Panama; Paraguay; Pérou; République dominicaine; Seychelles; Singapour; Thaïlande; Ukraine; Uruguay	Argentine; Chili; Colombie; Équateur; Fidji; Honduras; Hong Kong, Chine; Israël; Liechtenstein; Macao, Chine; Malaisie; Maurice; Panama; Pérou; Philippines; Seychelles; Singapour; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Ukraine; Uruguay

PARTIE D – ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT EXPORTATRICES DE PRODUITS AGRICOLES²⁶

47. La présente partie concerne les renseignements sur les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles qui figurent dans le document G/AG/W/125/Rev.6/Add.4.

48. Le document G/AG/W/125/Rev.6/Add.4 actualise le document G/AG/W/125/Rev.5/Add.4. Il y incorpore les réponses des Membres à la quatrième section du questionnaire sur les **entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles** jusqu'au 5 mai 2017.

49. En outre, conformément à la pratique suivie depuis 2013, le Secrétariat a cherché à déterminer si les entreprises commerciales d'État qui s'occupent uniquement ou partiellement de produits agricoles figuraient dans les notifications présentées par les Membres entre le 1^{er} juillet 2016 (date limite aux fins du document G/AG/W/125/Rev.5/Add.4) et le 5 mai 2017, au titre de l'article XVII:4 a) du GATT de 1994 et du paragraphe 1 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII, dans le cadre du Groupe de travail des entreprises commerciales d'État.²⁷

50. Sur la base des renseignements contenus dans ces notifications, le Secrétariat a vérifié auprès des Membres concernés si certaines de ces entreprises commerciales d'État devaient être considérées comme des entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles dans le contexte de la présente compilation de renseignements établie par le Secrétariat et si certains des renseignements contenus dans les notifications devaient être incorporés dans le document G/AG/W/125/Rev.6/Add.4.

51. Aux fins de cette vérification, l'expression "*entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles*" s'entendait des "*entreprises gouvernementales et non gouvernementales, y compris les offices de commercialisation, auxquelles ont été accordés des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux, y compris des pouvoirs légaux ou constitutionnels, dans l'exercice desquels elles influent, par leurs achats ou leurs ventes, sur le niveau ou l'orientation [des importations ou] des exportations*", suivant la définition opérationnelle qui figure au paragraphe 1 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII.

52. Comme résultat de ce processus, le document G/AG/W/125/Rev.6/Add.4 comprend les renseignements sur les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles qui figurent dans le document G/AG/W/125/Rev.5/Add.4, tel qu'actualisé par les renseignements additionnels communiqués par l'Australie, la Canada, l'Équateur, l'Indonésie, Israël, la Nouvelle-Zélande, la Tunisie et l'Ukraine. En l'absence de réponse au questionnaire ou de

²⁶ Cette compilation de renseignements ne doit en aucun cas être considérée comme remplaçant ou altérant les droits et obligations liés au processus normal de notification dans le cadre du Groupe de travail des entreprises commerciales d'État.

²⁷ D'après les renseignements disponibles, la liste actualisée des Membres ayant mentionné des entreprises commerciales d'État qui s'occupent uniquement ou partiellement de produits agricoles dans leur dernière notification au Groupe de travail des entreprises commerciales d'État est la suivante: Australie (G/STR/N/16/AUS); Barbade (G/STR/N/13/BRB, G/STR/N/14/BRB, G/STR/N/15/BRB); Brésil (G/STR/N/3/BRA); Cabo Verde (G/STR/N/13/CPV); Canada (G/STR/N/15/CAN); Chili (G/STR/N/16/CHL); Chine (G/STR/N/10/CHN, G/STR/N/11/CHN, G/STR/N/12/CHN, G/STR/N/13/CHN, G/STR/N/14/CHN, G/STR/N/15/CHN); Colombie (G/STR/N/15/COL); Corée, République de (G/STR/N/16/KOR); Costa Rica (G/STR/N/16/CRI); Dominique (G/STR/N/4/DMA, G/STR/N/5/DMA, G/STR/N/6/DMA); Équateur (G/STR/N15/ECU); États-Unis d'Amérique (G/STR/N/16/USA/Rev.1); Fidji (G/STR/N/4/FJI); Grenade (G/STR/N/13/GRD); Inde (G/STR/N/14/IND); Indonésie (G/STR/N/16/IDN); Islande (G/STR/N/5/ISL); Israël (G/STR/N/1/ISR/Rev.1); Japon (G/STR/N/16/JPN); Jordanie (G/STR/N/9/JOR); Malaisie (G/STR/N/16/MYS); Mali (G/STR/N/16/MLI); Maurice (G/STR/N/16/MUS); Nouvelle-Zélande (G/STR/N/16/NZL); Oman (notification d'une entité qu'Oman ne considère pas comme une entreprise commerciale d'État au regard de l'article XVII du GATT de 1994 et du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII – G/STR/N/10/OMN, G/STR/N/11/OMN, G/STR/N/12/OMN, G/STR/N/13/OMN, G/STR/N/14/OMN, G/STR/N/15/OMN); Philippines (G/STR/N/4/PHL, G/STR/N/5/PHL, G/STR/N/6/PHL, G/STR/N/7/PHL); Saint-Vincent-et-les Grenadines (G/STR/N/4/VCT, G/STR/N/5/VCT, G/STR/N/6/VCT); Suisse (G/STR/N/16/CHE); Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (G/STR/N/16/TPKM); Thaïlande (G/STR/N/13/THA, G/STR/N/14/THA); Trinité-et-Tobago (G/STR/N/12/TTO, G/STR/N/13/TTO); Tunisie (G/STR/N/15/TUN et G/STR/N/15/TUN/Suppl.1, G/STR/N/16/TUN et G/STR/N/16/TUN/Suppl.1); Ukraine (G/STR/N/16/UKR); Union européenne (G/STR/N/16/EU et G/STR/N/16/EU/Add.1); et Viet Nam (G/STR/N/15/VNM, G/STR/N/16/VNM).

modification faisant suite à une nouvelle notification présentée par un Membre, les renseignements contenus dans le document G/AG/W/125/Rev.5/Add.4 demeurent inchangés.

53. Dans leurs réponses aux questionnaires, les Membres ci-après ont indiqué l'absence de toute entreprise commerciale d'État exportatrice de produits agricoles correspondant à la définition donnée.

Membres qui ont répondu néant aux questionnaires précédents ²⁸	Membres qui ont répondu néant au questionnaire distribué le 31 octobre 2016
Afrique du Sud; Albanie; Arabie saoudite; Royaume d'; Argentine; Brésil; Chili; Côte d'Ivoire; États-Unis d'Amérique; Fédération de Russie; Géorgie; Guatemala; Honduras; Hong Kong, Chine; Jamaïque; Japon; Jordanie; Liechtenstein; Macao, Chine; Madagascar; Malaisie; Maurice; Monténégro; Norvège; Oman; Pakistan; Panama; Paraguay; Pérou; République dominicaine; Seychelles; Singapour; Suisse; Taipei chinois; Thaïlande; Turquie; Union européenne; Uruguay; Viet Nam	Argentine; Chili; États-Unis d'Amérique; Fédération de Russie; Fidji; Honduras; Hong Kong, Chine; Islande; Japon; Liechtenstein; Macao, Chine; Malaisie; Norvège; Panama; Pérou; Philippines; Seychelles; Singapour; Suisse; Taipei chinois; Thaïlande; Trinité-et-Tobago ²⁹ ; Turquie; Union européenne; Uruguay

54. Ainsi, au total, 16 des 164 Membres de l'OMC ont notifié ou mentionné dans leur réponse au questionnaire 59 entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles conformément à la méthode décrite plus haut. Ces Membres sont énumérés dans le tableau 3 ci-après.

Tableau 3 – Nombre d'entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles, par Membre

Membre	Nombre d'entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles
Australie	1
Canada	1
Chine	25
Colombie	4
Costa Rica	1
Dominique	1
Équateur	1
Fidji	1
Grenade	1
Inde	14
Indonésie	1
Israël	3
Moldova, République de	1
Nouvelle-Zélande	1
Tunisie	2
Ukraine	1

55. Dans le tableau 4, les entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles qui ont été répertoriées sont classées pour les besoins de l'exercice par groupe de produits, en reprenant les mêmes groupes que ceux utilisés dans le tableau 1 de la partie A sur les subventions à l'exportation, hormis que le blé et la farine de blé, les céréales secondaires et le riz ont été réunis dans le même groupe (comme il est indiqué en caractères gras dans le tableau 4).

56. Dans les cas où l'entreprise commerciale d'État exportatrice de produits agricoles s'occupe d'un groupe de produits relevant de plus d'un des autres groupes de produits, elle est classée sous le groupe de produits "ensemble des produits agricoles".

²⁸ Distribués le 10 février et le 26 novembre 2014 et le 20 janvier 2016.

²⁹ Comme indiqué dans la réponse de la Trinité-et-Tobago: "Auparavant, le Cocoa and Coffee Industry Board (CCIB) était la seule entreprise commerciale d'État qui exportait des produits agricoles. En octobre 2013, le Cabinet des ministres de la Trinité-et-Tobago a abrogé la Loi portant création du CCIB et a établi la Cocoa Development Company of Trinidad-and-Tobago (CDCTT) en tant qu'entreprise publique, conformément à la Loi sur les sociétés de 1995. La CDCTT jouera davantage un rôle de **facilitateur** en apportant aux producteurs une aide pour la production et la commercialisation du cacao à l'échelle nationale et internationale."

Tableau 4 – Distribution des entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles, par groupe de produits

Groupe de produits	Nombre d'entreprises commerciales d'État exportatrices de produits agricoles
Blé et farine de blé, céréales secondaires et riz	5
Graines oléagineuses	1
Huiles végétales	1
Tourteaux	
Sucre	3
Beurre et huile de beurre	
Lait écrémé en poudre	
Fromages	
Autres produits laitiers	
Viande bovine	
Viande porcine	
Viande de volaille	
Viande ovine	
Animaux vivants	
Œufs	
Vin	1
Fruits et légumes	14
Tabac	20
Coton	4
Produits incorporés	
Autres produits agricoles	7
Ensemble des produits agricoles	3